

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Une nouvelle étape

Malgré la résistance tenace d'un nombre insuffisant de camarades, les difficultés matérielles sont, de par la situation présente, tellement accrues qu'il nous faut renoncer à la parution hebdomadaire de « la Vérité ». Nous sommes conduits à prendre cette mesure au moment même où la situation internationale, nos progrès et l'offensive stalinienne contre nous nécessiteraient un renforcement de notre effort éditorial.

Une parution bi-mensuelle régulière, sur six pages, sera toutefois préférable à un gros effort pour une parution hebdomadaire passagère, suivi d'un épuisement et de plusieurs semaines de silence; parution cahotique si préjudiciable au rayonnement d'un journal.

A ce recul actuel, l'absence d'efforts suffisants d'un grand nombre de nos amis n'est pas étranger. Qu'était-ce en effet que les cinq ou six cent francs qui nous manquaient par semaine, en fonction de notre rayonnement? Ils eussent pu être récoltés facilement par des efforts collectifs, systématiques et disciplinés de tous nos lecteurs. Il ne faut pas sous-estimer ces facteurs, surtout lorsque l'expérience prouve que chaque vendeur à la criée peut assurer dans la région parisienne (ainsi qu'il fut assuré la semaine dernière) la vente de plus de cent « Vérité ». Chaque effort pour assurer la vie de notre journal est un effort pour enrainer la conception oppositionnelle et il consiste à trouver la voie de nouvelles couches de lecteurs, par une propagande opiniâtre.

Bi-mensuelle du hebdomadaire, « la Vérité » a besoin de la conjugaison de tous les efforts de ses amis. Nous le rappelons à nouveau; il faut : recueillir des abonnements, surveiller la vente dans les kiosques, organiser des collectes, assurer des ventes à la criée régulières.

Nous entendons tenir ici, dans chaque numéro du journal, une comptabilité régulière de l'ensemble des efforts faits pour sa vie et son rayonnement. Chaque quinzaine, nous publierons le tableau des recettes et des dépenses.

Pour aujourd'hui, il faut que nos lecteurs sachent que tout numéro expédié (imprimerie, frais d'expédition) revient à près de deux mille francs; que les souscriptions massives de quelques amis assurent plus de la moitié de ce chiffre, ce qui indique immédiatement l'effort qui est nécessaire pour boucler notre budget.

Nous verrons la quinzaine prochaine, et ainsi chaque quinzaine, dans quelle mesure chacun y participe.

Dans la région parisienne, nous allons réduire le bouillonnement, donc les postes de vente, et nous insisterons au près de chacun de nos lecteurs pour qu'il achète toujours au même kiosque sa « Vérité ».

Nous allons continuer l'effort des semaines écoulées pour une vente à la criée systématique à Paris.

Nous allons également diffuser un très grand nombre de journaux à toutes les adresses qui nous sont envoyées et nous demandons à tous nos amis de nous faire tenir régulièrement l'adresse de lecteurs « possibles ».

Le mouvement communiste en France n'est pas sorti d'une période de dépression profonde; nos efforts s'inscrivent dans cette dépression; ainsi, pour une large part, s'expliquent nos difficultés. Mais nous sommes un certain nombre d'oppositionnels qu'elles ne décourageront pas, qui sont décidés à s'accrocher aux positions acquises, à en conquérir de nouvelles et à tirer les enseignements de l'expérience des échecs et des progrès.

Il est indiscutable que les conceptions oppositionnelles ont profondément pénétré dans les rangs communistes. Toutes les difficultés qui nous harcèlent, matérielles ou autres, toutes les attaques ne nous empêcheront pas de continuer notre tâche en bâtissant une organisation robuste.

Aider notre bi-mensuel, apporter son appui à l'effort d'amélioration de notre presse, c'est un devoir impérieux pour ceux qui entendent être des oppositionnels dans les actes.

LA GUERRE EN EXTREME-ORIENT ET LA MENACE D'HITLER EN ALLEMAGNE

La guerre en Extrême-Orient et la menace d'Hitler en Allemagne, voilà deux faits, prouvant de la manière la plus nette le caractère extrêmement instable de l'équilibre présent du monde capitaliste, qui doivent attirer la plus grande attention des prolétaires dans tous les pays. En face des difficultés toujours croissantes et insurmontables engendrées par la crise, le capitalisme est poussé à trancher le nœud qui le serre par la violence des moyens « fascistes » et « guerriers ». L'Extrême-Orient et l'Allemagne sont les deux points du monde capitaliste où le danger de guerre, la menace fasciste se présentent dans leurs formes concrètes et immédiates.

Tandis qu'à Genève on discute de « désarmement », de « mesures » qui devraient garantir à jamais contre une réédition des massacres de 1914-1918, en Extrême-Orient on tue, les quartiers brûlent, la guerre fait rage. Telle est la réalité qu'aucune hypocrisie ne réussirait à cacher. Et le fait qu'au sein de la So-

ciété des Nations sont présents les membres des deux parties en lutte (la Chine et le Japon) n'est qu'une démonstration de plus de la véritable nature de cette assemblée, instrument du banditisme impérialiste. Le Gouvernement du Kuomintang, en adhérant à Genève, en s'appuyant sur l'action « internationale » de cet organisme de « paix », n'a fait que placer le peuple chinois sous la « protection », c'est-à-dire le contrôle de ses pires ennemis. Ceci est très visible dans l'attitude de la Société des Nations vis-à-vis des bandits japonais. Les Japonais peuvent occuper la Mandchourie, massacrer du haut de leurs avions le peuple chinois, se servir pour leurs opérations militaires de la « Concession Internationale », cette porte ouverte à l'intervention des autres puissances impérialistes, ils trouvent à Genève un chaleureux accueil parmi leurs compères, comme si rien n'était arrivé en Chine.

Et comment pourrait-il en être autrement? Depuis quand a-t-il été possible de parler d'« égalité » et de « justice » entre opprimés et oppresseurs? Seule l'action du prolétariat international peut donner au peuple chinois l'aide efficace nécessaire pour rejeter l'agression de l'impérialisme nippon. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Italie, ne surveillent la situation là-bas que pour intervenir dans le Pacifique à leur tour, avides de se partager la proie : le marché chinois.

Il est donc absurde de mettre sur le même plan la Chine et le Japon. Plus absurde encore de présenter le Japon comme menacé par la Chine. C'est tout à fait évident que nous sommes en face d'une guerre de banditisme impérialiste d'une part (le Japon), et d'une guerre de défense contre l'invasion impérialiste d'autre part (la Chine). Pour qu'une telle guerre puisse se transformer en une guerre révolutionnaire pour l'émancipation du peuple chinois, l'initiative ne peut en être prise que par l'avant-garde prolétarienne; il faut que les étreinteurs

de la révolution chinoise, les Tchang-Kai-Chek et les Wan-Tin-Wei soient balayés à jamais. Mais comment? Il n'est pas possible de combattre de la même façon et la sanglante dictature de la clique du Kuomintang, et les bandits impérialistes. Les communistes doivent démasquer aux yeux des masses la faiblesse et l'incapacité de ces cliques à repousser la violence impérialiste, et même leur complicité avec les impérialistes. Par là ils réussiront à entraîner les masses dans la lutte révolutionnaire contre les impérialistes et leurs serviteurs masqués du Kuomintang. Bref, la lutte contre les cliques du Kuomintang doit être menée actuellement au nom de la défense résolue du peuple chinois contre l'agression impérialiste, pour la défaite du Japon. Et cela dans le double but d'aider à la renaissance des forces révolutionnaires en Chine et au déclenchement de la révolution au Japon.

Telle est l'attitude que les partis communistes doivent avoir; le parti de l'U.R.

axe central de la lutte contre la guerre et l'impérialisme mondial reste la capacité de résistance et d'action du prolétariat international. Or, ce qui menace surtout de briser cette force, de la rendre inapte à s'opposer à toute attaque, à toute aventure impérialiste, c'est le fascisme en Allemagne. Placer au second plan la lutte contre la menace d'Hitler signifie ne pas comprendre que c'est dans la mesure où cette lutte devient effective et victorieuse qu'il sera possible de porter des rudes coups aux bandits impérialistes en Extrême-Orient et aux intrigues de tout genre des ennemis de l'U.R.S.S.

Les conditions pour la lutte émancipatrice des peuples opprimés, pour la lutte contre la guerre et pour la défense de l'U.R.S.S., passe par la forteresse du prolétariat menacée par les bandes d'Hitler. Le fait que, pour une combinaison de circonstances diverses intérieures et extérieures (élections présidentielles prochaines; conférence internationale du désarmement; élections françaises, etc.), les troubles hiltériens semblent quelque peu piétiner sur place, ne doit pas tromper la vigilance des masses travailleuses. Le danger hiltérien reste grave et imminent. Songer à l'écartier par la voie des compromissions parlementaires, tarder à le combattre, en attendant qu'il devienne plus menaçant, c'est se laisser d'illusions, c'est se traîner à la queue de l'ennemi.

Hitler ne sera battu que par l'action directe des masses; par la voie de la guerre civile. Ce n'est pas avec des phrases qu'il sera possible de faire taire le canon en Extrême-Orient, ou de braver victorieusement les bandes d'Hitler. Tous les prolétaires doivent avoir les yeux tournés vers le Parti communiste allemand, sur son attitude actuelle et son attitude future. Le Parti communiste allemand saura-t-il répondre aux espoirs que les ouvriers placent en lui? L'Opposition Internationale de gauche a sonné depuis longtemps l'alerte et indiqué comment il faut grouper les masses ouvrières en un seul front de lutte contre le fascisme. Les erreurs de la direction de Thaelmann continuent à être exploitées par les chefs social-démocrates pour garder les ouvriers qui les suivent dans la voie de la coalition avec la bourgeoisie; ce qui ne peut amener, comme en Italie, qu'à la capitulation en face du fascisme. Le soi-disant « front d'airain » qui vient de se constituer pour le regroupement des forces républicaines n'a, en réalité, d'autre but que de contenir les masses dans les vieux cadres de la société bourgeoise. Mais comment arracher ces masses au « front d'airain »? Encore une fois, c'est là le problème d'une juste application de la tactique du front unique, comme elle a été indiquée par l'Opposition de gauche. Tout autre politique « sectaire », hésitante, ne pourra que profiter à la social-démocratie, et par suite au fascisme.

Qu'il s'agisse de la lutte contre l'impérialisme japonais ou contre le fascisme allemand, le problème essentiel reste celui de la politique des partis communistes, de l'Internationale Communiste. Le danger plus grave reste toujours dans la fausse orientation de cette politique faite de cris stériles et de reculades devant les attaques effectives de l'ennemi, la bourgeoisie mondiale.

LA TERREUR EN GRÈCE

Un des nôtres est tombé



Voici un groupe d'oppositionnels grecs emprisonnés. L'un d'eux, membre de notre jeunesse, vient d'être assassiné. Nous expliquons en seconde page comment, à nouveau, La Vérité, dans cette épreuve, salue notre vaillante section grecque.

STALINE se rendra-t-il complice du Général Turkul ?

Nous avons déjà entretenu nos lecteurs des révélations de la « Rote Fahne » relatives à un complot terroriste des bandes du général Turkul contre Trotsky.

Les blancs, ennemis mortels du système soviétique, se proposent de frapper au cœur le mouvement communiste mondial. Leur haine implacable pour le compagnon de Lénine ne nous surprend pas; de ce côté de la barricade on ne peut s'étonner qu'un ramassis de vaincus veuille le frapper dans le dos. Cette forme de revanche contre l'organisateur de l'armée rouge est un nouvel aspect de la lâcheté de ces « états-majors ».

On ne peut étudier ce complot sans que saute au regard la duplicité stalinienne. Il y a, en effet, trois années que Trotsky fut enlevé de force de son exil d'Asie et transporté de force à Constantinople au consulat soviétique, puis en quelques heures, chassé du consulat et jeté dans une ville où végètent plusieurs dizaines de milliers de vaincus des dernières hordes blanches.

Depuis cette date, celui que la presse stalinienne qualifia alors de « Mister Trotsky » ne put obtenir de « ses nouveaux amis », gouvernements bourgeois et socialistes, aucun visa. (Certains refus furent d'ailleurs le fruit d'une pression particulière de Staline). Prisonnier d'un gouvernement vassal (sur ce point) du gouvernement soviétique; affaibli par un état de santé auquel les conditions climatiques sont défavorables, le compagnon de Lénine, le chef de l'Armée rouge, reste inébranlable, dirige le rassemblement des forces communistes dans le monde, à portée de ses assasins blancs que les révélations de la « R.F. » viennent de préciser à nouveau.

Par leur presse, par des délégations des oppositionnels ont souligné aux autorités soviétiques ces dangers pour Trotsky, les responsabilités stalinienne et proposé des mesures. On leur a répondu par le silence de la duplicité. Qui oserait, sous la férule bureaucratique, poser la question? Staline n'ignore rien de ces faits, on sait que c'est lui qui décida en dernier ressort de l'assassinat de Blumkin; on sait aussi que c'est lui qui a fait transporter Trotsky à portée de ses assasins, qui a exercé des pressions pour qu'en plusieurs cas le visa soit refusé à Trotsky. On n'ignore pas que ce fut par ses ordres que, Blumkin fusillé, Agabekov fut chargé de « nettoyer le centre Trotskiste à Constantinople ». Quel nouvel Agabekov jouera demain sur les deux tableaux, celui du Guépéou, celui du général Turkul?

A toutes les responsabilités historiques, qu'on ne peut effacer devant le prolétariat qu'un temps, à la destruction du Parti bolchevik, aux défaites, Staline en ajoutera-t-il une autre, la complicité avec le général Turkul?

Quant à nous, c'est devant les ouvriers que nous poserons ouvertement cette question. Il ne s'agit pas d'un homme si grand soit-il, il s'agit de l'aile léniniste de l'I. C. et de son chef, il s'agit de milliers de bolcheviks-léninistes russes qui souffrent dans les geôles, qui furent des plus valeureux, qui restent les plus irréductibles. Il faut prendre ses responsabilités, ce n'est pas seulement par des pamphlets que nous vengerions les nôtres.



La France à la Conférence du désarmement Tardieu rentre en scène

Les discussions de Genève renouvelent les polémiques qui se déroulent déjà autour du projet d'Union européenne de Briand. Maintenant, Briand est momentanément retiré de la scène politique, c'est Tardieu qui lui succède. Au changement de la situation correspond le changement des hommes et des « projets »; aussi bien, ce n'est plus aujourd'hui l'Union économique européenne sous l'égide de la S.D.N. qui est en question, c'est l'armement international de la S. D. N. comme moyen d'éviter la guerre et de diminuer les charges militaires des différents impérialismes. Bien entendu, dans un cas comme dans l'autre, ce qui reste à l'ordre du jour, c'est l'hégémonie sur l'Europe que la France dispute à ses concurrents.

La Conférence du désarmement se réunit dans un moment où il est clair que le seul résultat de ses travaux sera de hâter la préparation technique du prochain conflit. Dès à présent, faisant écho aux discours de Genève, les canons japonais tonnent à Chang-hai où une véritable bataille se poursuit. Les causes immédiates de guerre se multiplient, non seulement en Extrême-Orient, mais aussi en Europe. Enfin, la pression de la crise mondiale, d'un côté fait réfléchir certains impérialismes sur les dangers d'un conflit éclatant au plus fort de la dépression, mais de l'autre les pousse les uns contre les autres afin de sortir par la guerre d'une crise que la diplomatie ne parvient plus à épuiser.

C'est dans une telle situation que la France a élaboré un programme « sensationnel », qui devait faire grand effet à Genève. Ce programme est tout simplement un plan pratique d'armement de la S.D.N., qui lui permettrait d'agir comme un pouvoir de répression, et bien entendu aussi d'agression. « Nous entendons qu'une S. D. N. organisée est le seul pouvoir efficace de prévention et de répression (Tardieu) ». Et encore : « Il est arrivé que certains ne visent dans la S. D. N. qu'un moyen trop flexible d'action sur les événements. D'autres, dont nous sommes, la tiennent pour un pouvoir nouveau et durable, apte à organiser la paix, la sécurité et le désarmement. Entre ces deux conceptions, nous demandons qu'on choisisse. C'est l'objet essentiel de nos propositions. » Concrètement, ce plan consiste en ce que chaque pays mettrait à la disposition de la S.D.N. une fraction de ses forces militaires, en diminuant considérablement ses armements offensifs et en ne conservant que les forces nécessaires à maintenir « l'ordre intérieur ». Formellement, cela revient à mettre entre les mains de la S.D.N. toute la capacité militaire offensive des principaux impérialismes.

Il est indiscutable qu'il s'agit ici d'une conception purement utopique. Son principal caractère est d'être démagogique. Mais sous cette démagogie se cache une réalité bien plus sérieuse. C'est que, par cette proposition, la France montre qu'elle veut faire de la S.D.N., non seulement l'instrument diplomatique de son hégémonie en

Europe, mais aussi l'instrument militaire de cette hégémonie.

Tardieu a aussi souligné que ce plan « groupait derrière lui la quasi unanimité de l'opinion française ». C'est ici que se fait jour un autre aspect du projet français. En effet, ce plan a été établi par l'état-major (Weygand et Cie), par la Commission de l'Armée et par celle des Affaires étrangères (Boncour et Cie). D'autre part, une large campagne avait été développée par les pacifistes dans l'opinion publique dans le même sens, pour dupes les travailleurs (de Jouvenel, Herriot et le Parti socialiste).

Que dit Herriot ? « Que Tardieu porte-t-il donc dans ses bras ? Encore un de nos enfants que, dans son inépuisable faculté d'adoption, il a recueilli et qu'il a revêtu des parures de son remarquable talent ». C'est ainsi que le débat trouve son écho dans la politique intérieure. Le plan de l'impérialisme français est destiné non seulement à aider au maintien de son hégémonie en Europe, en vue de réprimer tous les soulèvements révolutionnaires, à aider la ceinture de parasites qui vivent à son flanc (Pologne, Yougoslavie, Roumanie, etc.) et à se préparer à l'intervention contre l'Union Soviétique, en même temps qu'il constitue une menace indirecte contre l'Amérique, mais encore à assurer à la veille des élections une manœuvre de politique intérieure : subtiliser aux radicaux, aux pacifistes, etc., une partie de la plate-forme démagogique à la Briand sur laquelle ils menaient leur campagne ! « L'Œuvre », « la République » soutiennent maintenant le plan en déclarant que Briand y avait collaboré. Chacun va de nouveau s'arracher sa paternité.

Nous pouvons donc encore observer à ce sujet que l'approfondissement de la crise, la corde raide sur laquelle se trouve la France au point de vue international, l'animation nouvelle qui parcourt les rangs ouvriers à l'intérieur pèsent sur la volonté d'unité de la bourgeoisie française devant le péril. Momentanément, une certaine disjonction se produit dans ses rangs. Ses ailes droite et gauche rivalisent de démagogie pour entraîner les électeurs mécontents. Le Parti socialiste, en particulier, retrouve des « phrases révolutionnaires ». Mais tout cela est destiné à masquer aux yeux de la classe ouvrière la véritable tournure des événements et de la politique impérialiste : l'accentuation du rôle contre-révolutionnaire de la bourgeoisie française, nationalement et internationalement.

Quelle est la riposte du Parti dans cette situation ? Nous examinerons cela dans le prochain numéro.

Le 15 de chaque mois, LA VERITE
Le 30 de chaque mois, LA VERITE
dans chaque kiosque,

UN DES NOTRES EST TOMBÉ La terreur en Grèce

L'organisation comm. de Bolch. Len. de Grèce (Archimarxistes) vient de perdre dernièrement un de ses jeunes militants, Theodore Pampoucoulo, ouvrier d'alimentation, mort à l'hôpital, par suite de la gangrène qui a infecté son corps. Arrêté pendant les manifestations du 14^e anniversaire de la Révolution russe avec dix autres camarades archimarxistes, il a été condamné à 4 ans de prison et de déportation. Enfermé dans la prison correctionnelle de Averoff avec sept autres jeunes archimarxistes ayant moins de 20 ans d'âge, il a revendiqué énergiquement le régime politique, le droit de recevoir des visites, le droit de lecture, choses qui ne sont pas permises aux jeunes communistes. Ils ont rencontré la rage de la direction des prisons. Un jour, on les a battus des heures durant sur la plante des pieds. Après quelques jours, on l'amena à l'hôpital et on constata une gangrène qui imposa l'amputation de la jambe pour lui sauver la vie.

Cet événement a causé une grande émotion dans la classe ouvrière et le ministère de la justice a été obligé de faire des déclarations qu'il punirait les gardiens. Mais, en même temps, il a interdit à la presse de relater les faits et d'écrire quelque chose qui aurait trait à l'acte d'assassinat, à ne pas insérer de photos de la victime, sous menace d'application de la loi réactionnaire sur la presse. Seul, notre journal, la « Pali ton Taxon » (Lutte de classes), n'a pas tenu compte des menaces du ministère et continua l'attaque contre la justice bourgeoise.

L'amputation de la jambe n'a pas pu sauver le camarade qui, après une lutte de 45 jours, a succombé au virus qui a transformé son sang en pus.

Aussitôt sa mort connue, on mobilisa l'organisation pour les obsèques. Les ouvriers ont été appelés par des tracts à monter la garde autour de l'hôpital, pour ne pas permettre à la police d'enlever le corps de notre camarade. Des bagarres ont eu lieu et finalement la police a réussi à enlever le mort et le transporter au cimetière. Les ouvriers s'y rendirent et là aussi une lutte eut lieu entre la police et les ouvriers.

Le corps a changé plusieurs fois de mains, mais les forces policières ont eu le dessus, ont dispersé la foule et ont enterré le camarade. Les ouvriers, partant du cimetière, ont organisé des manifestations dans les rues d'Athènes en chantant la marche funèbre révolutionnaire sous l'œil sympathique de la foule. La police a été obligée, avec grande peine à obtenu la dispersion de la foule. Les arrestations opérées n'ont pas été maintenues.

La face hideuse du stalinisme a été montrée dans ce cas aussi. Par tous les moyens de publication dont il dispose, il s'est efforcé de nous ravir la victime et de l'exploiter à ses fins. Ses efforts pour le présenter comme membre de la Jeunesse du Parti ayant échoué, il a opiniâtement évité de dire que le camarade Pampoucoulo était membre de la Jeunesse archimarxiste. Par des articles dans le journal, par des tracts, nous avons dénoncé cet acte inouï de vol politique commis par les stalinistes, qui ont voulu faire de notre camarade un moyen de leur campagne contre nous, à verser des larmes de crocodile au moment où ils aident la bourgeoisie à l'œuvre d'extermination des archimarxistes, en les excluant des cellules de prison. Pendant 45 jours, le Secours Rouge n'a dépensé que 50 drachmes (16 fr.) pour le camarade Pampoucoulo, et, après sa mort, ils ont voulu l'exploiter. Ils sont allés jusqu'au point de demander au ministère la dépouille du camarade pour l'enterrer eux-mêmes.

Notre organisation a décidé de faire un mémorial politique au défunt, le

dimanche 31 janvier, à 10 heures du matin. Les stalinistes ont fixé eux aussi un mémorial pour le même jour, mais à 15 heures. Leur but était de ne pas permettre au comité central et aux sympathisants de notre organisation de se mêler avec les leurs. Nous avons déjoué la manœuvre et nous avons invité les membres et sympathisants de notre organisation à aller aux cimetières à 15 heures. Cela a été fait. Mais ayant en vue que la police ne nous permettrait pas d'entrer dans la cimetières, nous avons organisé la manifestation avant en vue qu'une bagarre se serait engagée avec la police, 1.500 ouvriers environ se sont rendus au cimetière. Grand déploiement de forces policières. Pour la première fois depuis la 3^e période de néfaste mémoire, les ouvriers sont venus en masse. Nos forces organisées ont donné une bataille régulière avec la police, qui a été lapidée pendant une demi-heure. Seulement, après des charges continues et des coups de feu, qui ont blessé quelques ouvriers (il y a eu aussi des policiers blessés par les pierres), la police a pu disperser les ouvriers en procédant aussi à des arrestations en masse.

Après la dispersion, nos camarades ont lancé le mot d'ordre d'une manifestation dans la ville. 200 ouvriers se sont rassemblés dans la ville, place de la Constitution (Syntagma). D'autres se rassemblaient. Un orateur de notre organisation a pris la parole et cette manifestation pouvait grossir et devenir massive. Mais quelques bravi de la clique stalinienne ont fait descendre par la force notre orateur de la chaise. A peine une collision entre les stalinistes et nos camarades est évitée, mais les policiers, qui étaient terrifiés d'abord, ont pris l'occasion d'intervenir et dispersèrent les manifestants.

141 arrestations ont été opérées. La condamnation sur la base de la loi anticommuniste n'a pas pu venir debout, surtout devant l'impression causée par la participation des ouvriers. Les arrêtés ont été acquittés, sauf quelques peines pour désobéissance aux autorités.

Dans toutes les bagarres et la manifestation, il a été reconnu la force combative de notre organisation et l'ordre avec lequel le plan de la mobilisation a été exécuté. Les membres du Parti venaient individuellement, sans cohérence et nous ont laissé toute l'initiative en nous suivant partout. Même les bonzes stalinistes, devant les faits, ont été obligés d'avouer publiquement que le camarade Pampoucoulo était archimarxiste.

Tous ces événements ont eu une très grande influence dans l'intérieur de l'organisation, ainsi que sur le milieu influencé par nous.

Terreur à Salonique. — La Sûreté vient d'arrêter 14 cam. de notre organisation et les a condamnés à 42 ans de prison et de déportation. Un camarade, à Agrini, arrêté à la tête de sans-travail, a été condamné à 5 ans de prison.

P. Isanis.

Note de la rédaction

Nous devons laisser au marbre un article de nos camarades espagnols, sur les événements qui se déroulent là-bas.

Nous devons également remettre au prochain numéro la fin du compte rendu du travail de l'opposition allemande, et un article sur le discours de Litvinov.

Il faut encore le répéter, en fonction de la situation présente, le recul à un bi-mensuel est une grave responsabilité pour ceux qui négligent leur appui.

A propos de l'anniversaire de Yen Bay

Il y a bientôt deux ans que la révolte de Yen-Bay éclata.

Le jour de l'anniversaire de cette conspiration militaire, les oppositionnels indochinois se font un devoir de répéter une fois de plus les leçons qu'ils ont tirées de cette défaite d'une poignée de nationalistes.

Après qu'un groupe d'étudiants eut lancé un tract *dépourvu de tout contenu de classe*, réclamant la libération des peuples indochinois, après que la Ligue anti-impérialiste (section indochinoise), au cours d'une réunion commémorant l'anniversaire de Yen-Bay, eût voté une résolution dans laquelle *aucune critique ne fut formulée contre ce mouvement national-révolutionnaire*, l'opposition de gauche rappelle brièvement les visées politiques du parti qui a dirigé ce mouvement, le Viet-Nam-Quoc-Dan-Dang (Kuomintang annamite).

Nguyen-thai-Hoc, le leader nationaliste, déclarait, après son arrestation, dans une requête adressée au président de la République, que le but de son parti est de libérer le pays et d'instaurer un gouvernement dans le genre de la République française. Ceci nous explique pourquoi le mouvement n'eut presque aucun écho dans les masses exploitées, et le caractère de classe de cette insurrection armée d'une poignée de héros qui, pour avoir été des héros, n'en sont pas moins l'avant-garde consciente de la bourgeoisie annamite.

Pourquoi ce soulèvement a-t-il connu la défaite ?

Suivant un tract du Parti communiste français, la défaite est due à ce que le V.N.Q.D.D. ne sait pas organiser les masses pour la lutte. Suivant l'Humanité du 10 février 1932, les nationalistes sont vaincus parce qu'ils n'avaient même pas tenté de lier l'insurrection des soldats à celle des paysans.

Pour nous, oppositionnels de gauche, l'échec ne consiste pas seulement en une question d'organisation. Il a sa cause surtout dans le caractère social du mouvement.

Le Kuomintang annamite a subi la défaite, non pas parce qu'il ne sait pas organiser les masses, non pas parce qu'il n'a pas tenté de lier l'insurrection des soldats à celle des paysans, mais parce QU'IL NE PEUT PAS, QU'IL NE VEUT PAS organiser un véritable mouvement de masse. Il ne le peut pas parce que son idéologie réactionnaire (fondement d'une république annamite où les ouvriers et les paysans seront surexploités au profit d'une « élite ») n'entraîne pas les couches profondes des exploités. Il ne le veut pas, car l'entrée des ouvriers et des paysans dans l'arène de la lutte pour les revendications de classe (partage des terres, journée de huit heures), aurait eu purement et simplement pour effet de saper ses bases de domination de classe.

La bourgeoisie annamite a préféré opérer seule son coup de main.

Elle a été vite écrasée, car la bourgeoisie française est mille fois plus puissante.

Sa défaite extrêmement facile, la désorganisation de ses rangs qui s'en suit nous montrent son extrême faiblesse.

Une autre conclusion, c'est que la question de libération de l'Indochine ne peut être résolue que par le prolétariat entraînant derrière soi des millions d'exploités.

HIEP-LUC.

BULGARIE

La tragédie de la prison de Philippopoli

Nous publions ci-dessous une déclaration de nos camarades bulgares au sujet d'incidents sanglants survenus dans la prison de Philippopoli à la suite des calomnies infâmes des stalinistes contre des camarades condamnés à

mort par la bourgeoisie. Le ton profondément prolétarien de cette déclaration marquera davantage les méthodes corrompues que les stalinistes ont répandus dans le mouvement ouvrier.

« Des conflits sanglants sont inévitables. »
(« Echo », n° 227.)

Dans l'après-midi du 11 octobre 1931, une dispute sanglante eut lieu dans la cour de la prison à Philippopoli entre les prisonniers politiques, tous des camarades ayant lutté et souffert pour l'œuvre du prolétariat. Cette dispute, provoquée par des divergences de vues fractionnelles et des outrages mutuels, secoua profondément les esprits dans les milieux ouvriers.

La presse des instruments de Staline : « Echo », « l'Action Ouvrière », etc., fut remplie des exposés et des protestations des prisonniers de la fraction stalinienne. Nos camarades valeureux, le noble et ferme D. Gatchev en tête, condamné à mort, pareillement à tant d'autres de la fraction

opposée, y sont traités comme un groupe de bandits, comme une bande de fascistes, favorisée par la direction de la prison et l'on exige leur punition et leur déplacement. Les partisans aveuglés de Staline sonnent l'alarme à propos des incidents de la prison de Philippopoli. Ils invoquent l'intervention de la justice bourgeoise, à laquelle ils confient l'arbitrage dans ces dissensions fractionnelles.

— Bien plus : les prisonniers politiques, empoisonnés par l'opium stalinien, qui sont tout de même des camarades de classe et de lutte, n'hésitent pas à lancer, devant toute la classe ouvrière du pays, devant le prolétariat du monde entier avec l'approbation tacite de la presse stalinienne qui n'a pas pu trouver le mot de la réconciliation fraternelle et de la tolérance mutuelle, le cri : « Il sera impossible d'empêcher de nouvelles atta-

ques contre nous. Les conflits sanglants sont inévitables ». Et, comme les stalinistes sont en majorité, il est évident qu'une nouvelle attaque sanglante contre nos valeureux camarades s'organise et qu'elle est dès à présent psychologiquement préparée et préalablement justifiée.

Camarades des deux côtés, revenez donc à vous-mêmes ! A qui ces tristes discordes sont-elles profitables ? Ne pouvez-vous pas trouver assez de forces morales en vous pour vous élever au-dessus de ces méthodes de lutte toutes primitives, de ce recours à l'arbitrage des autorités de notre ennemi de classe, de vous montrer incapables de vous élever à la hauteur de la morale du prolétariat, en respectant les idées de vos camarades qui sont mus par le sentiment sincère et profond de trouver le chemin le plus direct à la libération sociale du prolétariat ?

« Osvojudjéné » ne publie pas des articles provocateurs, comme les prisonniers politiques du groupe stalinien prétendent à la prison de Philippopoli (« Echo » n° 227). « Osvojudjéné » fouette les traites et les agents provocateurs du type de Assen Boyadjiev et de toute une foule d'instruments qui ont réussi, voilà bientôt huit années, à côté des pionniers qui travaillent avec une abnégation absolue, à enfoncer son aiguillon dans le corps saignant de la Bulgarie ouvrière et à faire les expériences les plus stupides et les plus dangereuses sur ses destinées.

La tragédie de la prison de Philippopoli doit réveiller et secouer la conscience du prolétariat jusqu'au jour où la fraction stalinienne sera obligée de ne plus s'identifier avec le prolétariat et de reconnaître que la loi suprême régissant l'évolution régulière de la lutte du prolétariat, c'est le principe de la démocratie ouvrière intérieure, qui admet l'évolution la plus large et la plus féconde de l'idée libératrice du prolétariat. C'est au nom de cette démocratie ouvrière intérieure que les prisonniers politiques de l'opposition de gauche marxiste ont donné à la prison de Philippopoli les premiers sacrifices. Souhaitons que ces sacrifices soient les derniers et que, devant l'ennemi commun de la classe ouvrière, les adversaires se revioient fraternellement unis.

Comme un document de ce triste incident à la prison de Philippopoli, à la suite duquel nous avons élevé notre voix pour prévenir de nouveaux excès, nous reproduisons la requête franche, valeureuse et hardie du prisonnier politique D. Gatchev, adressée au procureur du tribunal de Philippopoli, où nous trouvons un exposé exact et objectif des faits et des rapports entre les deux groupes fractionnels.

Voici la requête elle-même :

« Par l'entremise de Monsieur le directeur de la Prison,
« A Monsieur le Procureur au tribunal de Philippopoli.

« Requête du prisonnier Dimitri Mich Gatchev, condamné de la L.D.E.

(Loi de Défense de l'Etat), appartenant à la fraction de la gauche internationale des valeureux camarades Trotsky et Rakowski, contre G. Ognianoff, T. Nicoloff, Boris Dimitroff, etc

« Monsieur le Procureur,

« Je n'aurais jamais souhaité ni admis votre intervention dans nos luttes fractionnelles. Vous êtes un représentant de l'autorité de la classe bourgeoise avec laquelle nous sommes en lutte et que nous voulons remplacer par le pouvoir de la classe ouvrière. Nous sommes une fraction dans le mouvement ouvrier qui est ennemi de votre justice de classe et de la classe même dont vous êtes un des fonctionnaires. Mais du moment que mes adversaires de la fraction opposée s'adressent à vous et demandent justice de vous, je me vois forcé de porter à la connaissance de la classe ouvrière en premier lieu, et à celle de votre justice ensuite, la vérité. Toutefois, c'est à mes adversaires qu'incombe la responsabilité de cette immixtion de notre ennemi de classe dans nos luttes intérieures.

« Depuis longtemps déjà, plusieurs fractions existent au sein de l'organisation ouvrière : la droite, le centre, la gauche. Dernièrement, l'approche des luttes décisives entre les classes amène un aiguïsement des luttes fractionnelles.

« La fraction de gauche en Bulgarie, telle qu'elle existe actuellement, com-

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

NOTES DE LA QUINZAINE

Les notes ci-dessous sont déjà anciennes de quelques jours, comme on le verra à la lecture. Depuis, la situation a évolué. D'une part, les fascistes ont fait un grand pas, par suite du décret signé par Goerner leur permettant d'entrer légalement dans la Reichswehr et d'y exécuter leurs desseins sans dissimulation. D'autre part, la candidature de Hindenburg proclamée officiellement entraîne quelques hésitations chez les fascistes. Vont-ils s'engager dans une lutte électorale d'où Hindenburg sortirait réélu et leur candidat battu? Ou bien vont-ils accentuer leur pression pour chasser Brüning ou même tenter le coup d'état auparavant? Le piètement des dernières semaines, causé avant tout par la conférence de Genève, ne peut en tout cas plus continuer.

Les heures décisives approchent. Le P.C. allemand présente la candidature de Thaelmann. L'opposition de gauche la soutiendra — contrairement aux groupes de Brandler, d'Urbahns et au S.A.P. de Seydewitz qui seraient sur le point de s'entendre pour soutenir une candidature de Ledebur. Mais le problème essentiel, vital, n'est pas l'élection présidentielle, l'agitation pour y recueillir un grand nombre de suffrages. Il est dans la réalisation du front unique de millions d'ouvriers — au lieu de la division en deux fronts, le « front rouge » aux forces trop faibles et le « front d'airain » dont les dirigeants trahissent la lutte — pour barrer la route aux bandes d'Hitler et s'engager dans la voie de la révolution prolétarienne.

La question qui a été au premier plan de la politique intérieure allemande fut celle de la prolongation des fonctions du président du Reich. Brüning essaya de gagner tous les partis, depuis les nationaux-socialistes jusqu'à la social-démocratie, à la prolongation des fonctions d'Hindenburg, c'est-à-dire qu'il voulait établir dans cette question une espèce de « front unique national ». Il avait besoin de ce « front unique national » surtout pour avoir dans les conférences internationales le soutien du pays entier pour sa politique de « fortes paroles » (l'Allemagne ne peut plus payer, ou ne payera plus).

La social-démocratie approuva la prolongation des fonctions de Hindenburg, — ce qui d'ailleurs, est absolument dans la ligne de la « politique de tolérance à tout prix » — de la social-démocratie.

Pour négocier avec les nationaux-socialistes au sujet de leur assentiment, Brüning manda télégraphiquement Hitler à Berlin. Ces négociations des représentants du gouvernement, Brüning et Goerner, avec Hitler, ont eu partout un retentissement assez grand — et doivent être considérées comme un progrès dans le renforcement des nationaux-socialistes. Il est vrai qu'en fin de compte Hitler, qui s'était assuré un délai pour se concerter avec Hugenberg, son allié du front d'Harzburg, refusa d'approuver la prolongation. D'après les journaux, ce refus est dû, non pas tant à la volonté d'Hitler lui-même, qu'aux instances de Hugenberg et d'une « opposition » national-socialiste, qui préconise une candidature national-socialiste à elle pour la présidence. L'opinion existe aussi que Brüning aurait effectué, par ses négociations avec Hitler, une manœuvre diplomatique contre les nazis — il faut dire

avec quelque succès, car c'est justement au sujet de l'attitude indécise de Hitler pendant les négociations, que se sont fait jour les divergences à l'intérieur de la N.S.D.A.P. (parti national-socialiste).

Mais ce n'est pas de telle ou telle manœuvre habile de Brüning qui épuise la question de l'affaiblissement des fascistes. La bourgeoisie n'a, en ce moment, aucun intérêt à l'affaiblissement des nazis, mais elle s'efforce encore de retarder l'avènement du fascisme. Pour l'instant Brüning n'a pas encore fait ses jeux. Mais les négociations de Brüning avec Hitler montrent combien le danger de l'introduction « légale » des fascistes dans l'appareil d'Etat est imminent.

Les actes terroristes des fascistes contre la classe ouvrière s'amplifient.

Comme le prouve déjà la fameuse déclaration de Brüning au sujet de l'incapacité de paiement, la bourgeoisie allemande persévère dans la voie d'une politique extérieure « active », c'est-à-dire une politique de « paroles fortes ». A cet égard il est intéressant de noter la nouvelle annoncée dans la presse, selon laquelle le Berliner Tageblatt, journal « démocratique » — qui défend peut-être le plus la ligne de l'entente entre l'Allemagne et la France — a congédié un grand nombre de ses rédacteurs et correspondants les plus connus. On suppose qu'on veut obtenir par là la démission du rédacteur en chef du Berliner Tageblatt, Theodor Wolff, dont l'opinion est peut-être, dans les circonstances actuelles, trop « démocratique » et trop « prête à la conciliation ». Dans l'état de choses actuel, où les administrations gouvernementales agissent ouvertement sur la presse contre des rédacteurs indésirables, le cas récent du Berliner Tageblatt ne serait qu'un cas particulier parmi beaucoup d'autres.

Le 10 janvier des élections communales eurent lieu à Lippe. Il en résulte un tableau semblable à toutes les élections précédentes. Le P.C.A. gagne des voix — cependant que la social-démocratie perd plus de suffrages que le P.C.A. n'en a gagné. On constate donc de nouveau que le P.C.A. n'est pas à même de concentrer sur lui toutes les voix que perd le parti socialiste... que le P.C.A. ne liquide pas le P.S., bien que celui-ci s'effrite lentement.

Le P.C.A. mène actuellement une âpre lutte intérieure contre l'« opportunisme », contre le « trotskysme » et contre le « luxembourgeois ». L'incapacité du Parti à acquiescer à l'extérieur des succès tant soit peu appréciables, engendre une lutte acharnée des bureaucrates contre des camarades oppositionnels à l'intérieur du Parti. Malgré toutes les criailleries des bureaucrates, la lamentable situation du Parti ne change pas le moins du monde : sa capacité est en raison inverse des possibilités révolutionnaires.

La réduction des salaires, ordonnée par le récent décret-loi de Brüning, a maintenant ses effets sur la classe ouvrière. Tous les ouvriers sont révoltés. Des grèves éclatent, qui cependant cessent vite, n'étant que des grèves partielles. Parfois le P.C.A. et la R.G.O. réussissent aussi à organiser des grèves, qui, pour la plupart, ont échoué. Bien que le P.C.A. dise que le déclenchement de grèves est actuellement sa tâche principale, il ne réussit pas à déclencher de

L'opposition allemande au travail

LA SEANCE DE DISCUSSION A CHARLOTTENBOURG

Devant une assemblée nombreuse, notre camarade Seipold, membre du Landtag de Prusse, a parlé sur le sujet : « Le fascisme triomphera-t-il vraiment? Comment peut-il être battu? ». Les ouvriers suivirent avec un grand intérêt son exposé. Le rapport fut suivi d'une sérieuse discussion.

Un camarade du S.A.P. (nouveau parti socialiste) déclara être complètement d'accord avec la ligne de l'Opposition de gauche dans les questions de la perspective de lutte en Allemagne et des méthodes de lutte contre le fascisme. Il serait très content si l'Opposition de gauche participait aux actions de front unique de la S.A.P. et de la K.P.D.O. (Opposition de Brandler) et du Leninhund (Urbahns). L'état d'esprit général parmi les ouvriers de la S.A.P. et surtout parmi la jeunesse est très favorable à l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky.

Un camarade du P.C.A. déclara que dans les dernières brochures bien des choses étaient justes, mais qu'il fallait néanmoins mener la lutte contre le fascisme et la social-démocratie. Il essaya aussi de défendre la ligne du parti dans la question Scheringer en liaison avec le national-communisme. Cependant, l'exposé de ce camarade était empreint de l'esprit de discussion entre camarades. Il n'avait rien de commun avec les injures haineuses des bureaucrates du Parti.

De nombreux ouvriers, exprimant pour la plupart leur accord avec l'exposé du camarade Seipold, prirent part à la discussion. Quelques-uns de nos camarades ont essayé de convaincre d'une manière sérieuse les camarades du P.C.A., ce qui réussit dans une certaine mesure.

Prenant la parole à la fin, le camarade Seipold répondit en détail à l'exposé des contradicteurs et renforça ainsi encore davantage la conviction de la justesse de nos conceptions.

grandes grèves, car pour cela la condition nécessaire de la classe ouvrière envers le P.C.A. fait défaut. On récolte les fruits de la politique du Parti, c'est-à-dire l'isolement des masses et le manque d'influence qui, en est, et qui en sera encore, la conséquence. Il faut noter qu'à certains endroits, par exemple dans plusieurs gares de Leipzig, les ouvriers font de la « résistance passive », mais le P.C.A. et la R.G.O. n'y sont pour rien. Le Parti cherche à masquer son absence d'influence par de grandes phrases — une petite grève devient, dans la presse du Parti, une « puissante action » — mais ce n'est pas par des forfanteries que ce P.C.A. parviendra à éliminer les conséquences de sa politique néfaste.

Pour l'élection prochaine d'un président du Reich, le C.C. du P.C.A. a posé la candidature de Thaelmann comme « candidat de la libération sociale et nationale ». Comme tout le reste, la candidature de Thaelmann fut posée subitement et par un coup de surprise, sans que cette « action » ait été auparavant préparée dans les rangs du Parti et de la classe ouvrière. Maintenant les militants du Parti doivent se contenter de faire de la candidature de Thaelmann une « action de front unique », c'est-à-dire le « front unique » au sens stalinien-bureaucratique, et pas au sens léniniste. Cependant les coups de surprise bureaucratiques ne valent rien pour l'établissement d'un front unique de la classe ouvrière.

Comme résultat de la soirée, l'Opposition a pu lier de nouveaux liens avec le Parti et faire de nouveaux abonnés à « la Permanente Révolution ». Continuons dans cette voie, et nous pourrions bientôt tirer un résultat organisationnel du succès idéologique immense que l'Opposition de gauche a recueilli ces derniers mois en Allemagne.

LA REUNION DE LA S. A. P. ET DU P. C. A. (O.) A CHARLOTTENBOURG

A cette réunion prirent la parole, Sievert pour la droite et un représentant du S.A.P. Leurs deux rapports se basaient sur les idées contenues dans la dernière brochure du camarade Trotsky. Bien que tous deux ne s'exprimèrent pas expressément devant les ouvriers, cela était cependant clair pour tout le monde. La plus grande partie de l'assemblée se composait d'adhérents du P.C.A. Les rapporteurs furent souvent interrompus.

Le P.C.A.O. profita de la réunion pour présenter sa résolution de protestation contre la condamnation de Roy. Les membres du P.C.A. tinrent à protester contre le traitement infligé à Scheringer en prison.

Notre camarade Hippé obtint la parole pour 10 minutes. Profitant de ce que dans ces réunions de front unique la droite soulève la question des emprisonnés politiques, il exigea que le camarade Trotsky soit rappelé de l'exil et que les bolcheviks-léninistes soient libérés. Le président, sous l'influence de la droite à cette question est particulièrement désagréable, fit en sorte que les dix minutes soient vite passées. Mais les droitiers se trompent s'ils croient pouvoir étouffer la voix de l'Opposition. Peu de temps après le camarade Wegner intervint dans la discussion.

Dans un exposé bref et pénétrant, il démasqua l'allure fractionnelle de la droite. Lorsqu'il parla du rôle du P.C.A., disant que sans le P.C.A. la lutte contre le fascisme était impossible, que par l'action de front unique particulière des petits groupes le fascisme ne pouvait pas être battu, les membres du P. C. A. écoutèrent avec grande attention. Dans un calme relatif, on prêta même de l'attention à la solide critique de la politique poursuivie par la direction actuelle du Parti.

Beaucoup de membres du P. C. A. participèrent à la discussion. Il faut souligner le discours d'un bonze du Parti, Sandner, qui alla jusqu'à affirmer qu'en Italie, sous la domination de Mussolini, deux ans après la prise du pouvoir fasciste, le P. C. italien jouissait d'une plus grande liberté que ce n'est le cas aujourd'hui sous la dictature Brüning. Il est inouï que de tels bonzes inconscients puissent encore parler dans des réunions ouvrières. Cela signifie sans doute que le P.C. se portera mieux sous Hitler que maintenant. C'est ainsi qu'on écarte consciemment l'attention des ouvriers de l'immense danger que représente le bouleversement fasciste.

Dans sa réplique finale, le représentant du S.A.P. ne savait pas comment répondre à la résolution présentée par l'Opposition de gauche et évita d'abord la question. Par contre, le bon Sievert dut remplir le triste devoir de dire pourquoi la droite ne pouvait pas approuver la rentrée de Trotsky dans l'Union Soviétique et la libération des oppositionnels. Il n'osa pas s'immiscer dans les affaires russes. La question de Trotsky et des autres bolcheviks-léninistes est une question intérieure russe, voilà le vrai visage de la droite. Voler les idées des bolcheviks-léninistes, mais ne rien faire pour que

les représentants de ces idées puissent, étant donné leur énorme expérience révolutionnaire, collaborer à la lutte décisive. Et ces gens-là ont le courage de lutter pour la démocratie dans le Parti!

Le vote des résolutions est aussi typique de la « démocratie ». La résolution du S.A.P. et du K.P.D.O. ne fut pas mise aux voix. Avant la fin de la réunion, on déclara qu'elles étaient adoptées. S'il y avait eu un vote, la majorité — membres du P.C.A. — l'aurait repoussée. Après la fin de la séance, on consulta quelques camarades qui se trouvaient près de la tribune sur la résolution politique de l'Opposition de gauche, et on déclara qu'elle était repoussée.

Malgré ces machinations, nos camarades ont pu distribuer des brochures et des journaux et nouer de nouvelles liaisons.

REUNIONS D'USINE A CHARLOTTENBOURG

« Formez le front unique rouge, sous la direction du P.C.A. », voilà ce qu'on lit quotidiennement dans la presse communiste. Influence grandissante dans la classe ouvrière, influence grandissante dans les usines, et malgré cela il n'est pas possible d'opposer une résistance active à l'offensive contre les salaires des Brüning et Cie. Toujours de nouveau l'appareil d'Etat réussit, à l'aide de la bureaucratie syndicale, à étouffer dans le germe toutes les mesures de défense. C'est ce que le P.C.A. lui-même est forcé de reconnaître aujourd'hui, et la lettre ouverte de l'I.S.R. força le Parti, il y a quelques mois, à reprendre le travail à l'intérieur des syndicats.

Malgré cela la conception idéologique est : « Brisez les syndicats de restrictions de salaires, entrez dans les unions de lutte rouges, entrez dans la R.G.O., seuls syndicats révolutionnaires », conceptions qui sont déjà entrées trop profondément dans la tête des camarades. C'est ce que prouve la réunion d'usine des syndicats libres des Etablissements municipaux de Charlottenbourg, qui a eu lieu le 20 janvier 1932. Bien qu'il n'y avait qu'une très petite partie des camarades du P.C.A. qui avaient été exclus par suite de la fausse politique syndicale, seuls assistaient un camarade de l'Opposition de gauche et un camarade du Parti. (Malheureusement, l'Opposition n'a qu'un seul camarade travaillant aux Etablissements municipaux. — N. D. L. R.) L'ordre du jour portait : « Le Décret-loi et ses effets sur l'assurance maladie ».

Dans son exposé, le représentant du Conseil de direction défendit le point de vue que, dans la situation actuelle, il ne saurait être question de s'opposer par la lutte à la baisse des salaires réels, mais qu'il faut s'efforcer de mener la lutte pour la place au travail.

Notre camarade H., intervenant dans la discussion, s'opposa d'une manière efficace à l'argumentation du représentant syndical. Le camarade H. démontra que seule la politique du Parti socialiste et des syndicats, avait permis d'accumuler de telles charges sur la classe ouvrière et qu'il fallait en finir avec une politique comme celle qui fut décidée l'année dernière au Congrès du Parti socialiste à Leipzig et au Congrès syndical de Francfort-sur-le-Mein, que ce n'est que par la lutte qu'on pouvait s'opposer à la politique de décrets-lois du gouvernement Brüning.

H., après avoir parlé du danger fasciste, en montrant aux ouvriers présents l'immensité du danger que représente la victoire fasciste pour la classe ouvrière du monde entier, présenta une résolution qui fut votée à l'unanimité. Même les représentants des syndicats n'osèrent pas attaquer la résolution. Le camarade du P.C.A., lui aussi, eut assez de bon sens pour soutenir dans la discussion notre résolution.

mença à se manifester à partir de 1928. Les adversaires de notre fraction, impuissants à mener une lutte idéologique et de valence notre tactique, entreprirent des attaques personnelles, des provocations, des menaces, en se servant de tous les moyens indignes pour un révolutionnaire. Plus d'une fois, ils ont publié des stupidités sur nous, qu'ils n'ont jamais pu prouver. A toutes ces provocations, nous avons toujours répondu par un discipliné ferme, suivant notre ligne de conduite : la ligne de l'opposition de gauche marxiste.

« Ils ont menacé nos amis de les jeter du 3^e étage de la prison centrale ; ils ont craché dans leurs assiettes pour les priver de cette nourriture que l'ennemi de classe leur fournit (prison centrale) ; ils ont essayé, par l'intermédiaire d'agents vénaux, de faire tuer deux de nos amis (prison de Khaskovo) ; ils ont fracassé le crâne d'un de leurs propres amis ; ils ont attenté à la vie de nos amis dans les prisons de Sliven, de Vidin, etc. ; ils ont volé des lettres qui nous étaient adressées... C'est un système chez eux. Ils assassinent nos amis en Russie, la patrie des ouvriers et des paysans, ils les emprisonnent, ils les condamnent à l'exil, tels que les bolcheviks-léninistes Trotsky, Rokowski, Mouralov, etc. Ils ont tiré sur nos amis en Chine et ailleurs. Je dois souligner que tous ces faits ont été accomplis non par le Parti Communiste, mais par une de ses fractions, celle du centre, qui n'est qu'un

appareil bureaucratique dirigé et payé par Staline. Ils agissent à l'insu de la volonté du Parti Communiste et, de cette manière, ils lui enfoncent le couteau dans le dos et dans celui de la classe ouvrière.

« Dès mon arrivée ici, les saletés commencèrent à mon égard. Je les ai invités des dizaines de fois à faire en public leurs « accusations » et à mettre publiquement face à face les deux points de vue, les deux lignes de conduite. Ils ont toujours évité cela et continuaient leurs racontars.

« Le 11 de ce mois, après de pareils discours et provocations, j'ai rencontré G. Ognianoff et je lui dis qu'ils seraient des lâches et des infâmes s'ils n'acceptaient pas une explication publique. C'est alors que T. Nicoloff et G. Ognianoff, presque simultanément, m'assallèrent avec des injures : « Traître, salaud ». Nicoloff donna sur mon oreille un coup de bâton. Ognianoff donna un coup de poing sur mon œil droit. Ce fut l'étincelle qui provoqua l'incident. Comme résultat, deux de nos amis furent blessés à la tête, moi blessé à l'oreille et un autre est également des contusions à la tête. De leur côté, deux blessés et plusieurs ayant reçu des contusions. C'est là toute la vérité ; tout le reste n'est qu'artifice. Je vous expose les causes et vous devez vous arrêter sur elles.

« C'est là, la vérité. »
« Dans le n° 16 du « Bulletin International », le camarade Trotsky, en répondant à une attaque contre les mem-

bres de l'Opposition de gauche, à Canton, s'exprime ainsi : « Nous devons tout particulièrement nous garder de ne pas apporter les méthodes terroristes dans les luttes fractionnelles du mouvement ouvrier. Le devoir de l'Opposition de gauche sera de veiller particulièrement à cela. De la fermeté, de la volonté, de la discipline sont indispensables. »

« Eh bien, nous luttons contre ce système de provocations, de terrorisme et d'assassinat parmi nous. Pourrions-nous en faire usage? Non, je le répète, non! Nous ne pouvons pas nous servir de provocations de terrorisme, de calomnies, d'assassinats vis-à-vis de nos camarades. Mais, une fois attaqués, n'avons-nous pas le droit de nous défendre? Oui, nous allons nous défendre, car nous ne sommes pas des chrétiens. Nos adversaires de fraction jouent actuellement le rôle du voleur, qui crie : « Au voleur! »

« Ils organisent encore des assassinats, ils provoquent et racontent que les menaces et les provocations viennent de notre part. Non, nous déclarons franchement qu'à toutes leurs menaces et provocations, nous répondrons, comme nous avons répondu jusqu'à présent, par la volonté, la fermeté et la discipline. »

« Nous n'allons pas leur jeter, pareillement à ce qu'ils ont fait à notre égard, l'accusation indigne qu'ils se sont coalisés avec les autorités et la direction de la prison, mais nous dirons à la classe ouvrière qu'ils sont

tolérés par la direction et, levant leur main sur nous, ils deviennent un instrument inconscient de la bourgeoisie. »

« Staline lui-même est l'instrument inconscient des Ramzine, quand il fusille, emprisonne ou exile des milliers d'oppositionnels bolcheviks-léninistes. Tandis que les Ramzine sont des instruments conscients de l'impérialisme français et international. L'histoire, comme les choses, a sa logique. Voilà la logique des luttes de classe.

« On ne doit pas oublier que tout ce que je viens d'exposer, je suis prêt à l'appuyer par des faits. Nous ne donnons pas que des paroles.

« Je ne proteste pas sur le fait que mes adversaires sont en liberté (c'est-à-dire ne sont pas au cachot), ce qui leur permet de chercher des témoins et de poursuivre leurs insinuations contre nous, mais je proteste contre le fait que, battus et blessés, sans être coupables, nous sommes au cachot, soumis à un régime insupportable. Est-il possible que, pour avoir l'air, le soleil et toutes les autres nécessités, il ne nous soit pas accordé plus de 30 à 40 minutes par jour? »

« Je vous fournirai des preuves suffisantes pour détourner de moi la responsabilité pénale, sans avoir l'intention de l'exiger à l'égard des autres. Le verdict véritable sera celui que la classe ouvrière prononcera. C'est à elle que je m'adresse.

« Le 10 octobre 1931.
« Prison de Philippopol.
« D. Gatchev. »

Le document que nous venons de reproduire est éloquent par lui-même. Pénétré d'une morale prolétarienne élevée, il est très éducatif et permettra de traiter d'une manière conforme à la vérité l'incident regrettable qui fut le résultat inévitable de la politique suivie par un centre de secte autocratique, en dehors de la volonté calme et sensée de la classe ouvrière, qui fait, dans sa noblesse historique, une différence nette entre son ennemi social et cette minorité idéologique dans son sein, dont les idées pourront demain peut-être être imposées par le cours des événements comme plus conformes aux buts poursuivis et plus salutaires. Ce n'est qu'ainsi que la classe ouvrière, dans sa marche ininterrompue, pourra assurer le progrès constant dans la voie de sa propre libération.

La tragédie de la prison de Philippopol doit attirer l'attention de tous les ouvriers indépendants, pionniers dans le mouvement ouvrier, pour trouver le chemin noble et fraternel de sa liquidation. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra mettre fin à la fête dans les rangs de l'adversaire, dont l'œuvre est à moitié réalisée, si nos discordes continuent et si le bon sens ne prédomine pas dans les rangs de tous les luiters.

Sofia, le 1^{er} novembre 1931.

Le Comité exécutif de l'Opposition de gauche marxiste « Osvobodjénie ».

LA BUREAUCRATIE PRÉ

DES THÈSES ?

La direction du Parti a convoqué un congrès pour le 5 mars. Cela fera trois années qu'il ne s'en est pas tenu un, alors qu'entre temps, la direction a procédé pour le moins à deux grands changements de politique (tournants), et qu'une crise d'une profondeur sans précédent a déterminé des changements considérables de conjoncture, ouvert des perspectives nouvelles et posé des tâches immenses à l'avant-garde du prolétariat.

La nécessité d'un congrès avait été à maintes reprises posée par l'opposition de gauche ; avant tout, dans notre lettre ouverte au Parti, adressée le 13 février 1931 ; la direction s'est donc vue obligée de reprendre une revendication de l'opposition ; mais chaque fois qu'elle a agi ainsi, elle a déformé l'application dans un sens destiné, non à faire faire des progrès au Parti, mais à assurer bureaucratiquement son maintien sur celui-ci. C'est ce qui se vérifie une fois de plus pour ce qui concerne le 7^e Congrès du Parti. Alors que les tâches sont si immenses et que le Parti est profondément enfoncé dans l'ornière, le Congrès est convoqué en moins de six semaines sur un ordre du jour tout à fait étriqué, avec comme matériel, tout juste une thèse dont nous parlerons plus loin, sans que soit ouverte une discussion ample occupant les colonnes de *L'Humain*, pour que se produise un large échange de vues entre les membres du Parti de toute la France. Pas de contribution des autres sections de l'Internationale, mais une surveillance aussi étroite qu'inquiète, de l'appareil contre le « libéralisme pourri », qui peut exister dans tel rayon ou dans telle cellule, qu'il s'exprime ouvertement ou qu'il se dissimule dans le silence. Jamais congrès, depuis que le centrisme est à la direction du Parti, n'a été aussi manifestement saboté dans sa préparation. Et nous qui avons les premiers, exprimé la nécessité d'un congrès préparé d'une façon qui puisse servir le Parti, nous appelons les membres du Parti à s'élever contre la caricature de congrès qu'on prépare, qui pourrait peut-être apparaître momentanément comme un succès bureaucratique, mais qui constituerait en fait un nouvel échec pour le Parti.

La thèse qui doit servir de base à la discussion ne peut rien apporter au Parti. On y trouve rassemblés les clichés de l'agit-prop, les phrases passe-partout des articles de *L'Humain* et des Cahiers, les affirmations péremptives déjà mille fois répétées, mais, en dehors de cela, rien, rien et rien. Pas de ligne directrice qui apparaisse clairement, que les militants pourrissent à assimiler et à laquelle ils rattacheraient les événements qu'ils vivent. Dans cet amas de phrases, on ne dégage pas une idée centrale. Un certain nombre de sujets sont traités, que rien ne relie et d'une façon tout à fait insuffisante. Quelques exemples nous suffiront.

Un bilan de l'activité depuis le Congrès de Saint-Denis (1929) eût été nécessaire ; en moins de cinquante lignes sont simplement mentionnés des faits comme la Journée rouge (1^{er} août 1929) ou l'élimination des pupistes. Les journées comme le 6 mars ou le 25 février, les tournants de 1930 et 1931, les grandes grèves du Nord, en 1930 et

1931, la crise de la C.G.T.U. et les errements sur l'unité syndicale, tout cela qui devait être examiné à fond, qui serait d'un riche enseignement pour le Parti, si on le faisait honnêtement, tout cela est oublié. On le remplace par des phrases générales : faiblesse d'organisation, passivité opportuniste, tendances suivistes, etc. Même les remarques justes ne peuvent porter, car elles ne sont éclairées par aucun exemple. Evidemment, la direction eût été incapable de présenter son vrai bilan, sans se condamner du fait même.

La crise est décrite à la manière d'un économiste bourgeois. Des constatations l'une après l'autre (production, commerce, charge, budget, etc.). Mais il n'y a aucune analyse de la crise : la surproduction en rapport avec la restriction des débouchés n'y est pas mise en valeur.

Quant à la crise politique qui sape le régime capitaliste, elle n'est pas étudiée, car là encore, des constatations sans aucune perspective. (Parmi ces constatations, un fait nouveau : l'instauration de Soviets en Indochine ?) Mais ce qui condamne implacablement cette thèse, c'est la façon dont est traitée la situation en Allemagne. Nous ne cessons de montrer à chaque instant la gravité de cette situation où se joue pour des années le sort de la Révolution prolétarienne, le sort de l'U.R.S.S. La thèse du B.P. n'y consacre pas quinze lignes, dans lesquelles on parle de « prémisses de la crise révolutionnaire », et où le mot « fascisme » n'est pas même mentionné. Celui-ci a grandi et s'approche du pouvoir ; s'il s'y installait, ce serait une catastrophe immense pour le prolétariat mondial. La direction du P. C. français, qui ne fait qu'obéir aux ordres de la direction de l'I.C., ne voit pas ce danger ; elle l'ignore, elle n'alerte pas la classe ouvrière. Se taire, c'est toujours aussi prendre une position politique. Continuer dans la voie où est engagée l'I.C., persévérer dans le silence de la thèse du B.P., c'est tout simplement capituler devant le fascisme, ce serait trahir la Révolution.

Les travailleurs du Parti ne permettent pas cela. Les bureaucrates soustriront à cette thèse, mais aucun ouvrier ne la fera sienne, aucun n'acceptera de laisser la route au fascisme pour écraser dans le sang la Révolution allemande.

Une maigre discussion s'est instaurée dans le Parti. Cela a suffi à troubler la bureaucratie et c'est contre le « trotskisme » qu'elle dirige son feu, ce « trotskisme » qu'elle avait cru tant de fois mort, mais qu'elle éprouve la nécessité de calomnier encore. En même temps, elle cherche par cette étiquette attribuée à tout opposant de faire reculer les timides et à isoler un petit nombre qui lui servira de boucs émissaires.

Dans la Région parisienne, l'article de Semard, paru dans *L'Humain* du 14 février, montre que la direction est coupée de la base et que celle-ci, livrée à elle-même, fait souvent preuve de « libéralisme pourri » le plus pourri.

« Le Comité régional n'a pas encore réussi à prendre en mains la direction et le contrôle des rayons et leurs dirigeants ont élaboré leurs rapports d'ac-

tivité sans même en discuter, avec la direction régionale. C'est ainsi que certains rapports portent les traces évidentes de l'opportunisme le plus vulgaire ».

La direction régionale avait donné le ton : « Les éléments qui défendent dans le Parti une plate-forme trotskyste doivent être combattus idéologiquement, isolés et chassés du Parti. » Mais, dans la base, on n'a pas hésité à mettre en cause l'I.C. elle-même, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps : « Toute direction est responsable ; c'est bizarre que l'I.C. ait ignoré le groupe, elle a aussi sa part de responsabilité. » (Durand, 4^e rayon). « Il faut en finir avec cette politique de Staline « sportive ». (Résolution de la cellule de l'Hay-les-Roses). Et le « libéralisme pourri » à notre égard : « Ne vous bornez pas à dire que le trotskysme est le détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Démontrez-le ! » (Deux délégués à la conférence du 4^e rayon).

Affolé, Semard demande sans ambages de « désigner aux conférences de rayons, de la région au Congrès du Parti, des camarades qui défendent sans réserve la politique du Parti » et de choisir dans le même sens les responsables. Cette fois-ci, si certains pensaient encore qu'il est permis d'ouvrir la bouche, de ne pas être un mannequin, ils doivent être édifiés.

Non ! Les ouvriers du Parti n'accepteront pas de subir encore la férule de l'appareil. Ils doivent dire ce qu'ils pensent, ne pas craindre le « libéralisme pourri », obliger la direction à céder devant leurs volontés.

Le congrès ne peut se tenir à la date fixée, car ce serait une formalité bureaucratique, qui ne ferait pas avancer le Parti d'un pas. Il faut exiger une discussion ample, très ample, où chacun pourra parler à sa guise. Le danger ne réside pas dans les conceptions erronées s'exprimant, car elles sont alors corrigibles, mais dans le silence qui opprime le Parti, par crainte de ne pas être dans la ligne. Reculer le congrès, pour le faire précéder d'une discussion profonde, exiger des thèses sérieuses, un bilan honnête, des perspectives claires, une définition sans équivoque de la politique de l'I.C. en Allemagne, voilà ce que les ouvriers du Parti doivent exiger, sans toutefois renoncer à répondre clairement aux problèmes urgents du front unique, de l'unité syndicale, de la tactique électorale qui se posent avec force devant le Parti.

C'est avec la participation de l'opposition que cette discussion doit être menée. Toutes les manifestations de « libéralisme pourri » prouvent, en effet, que nos opinions, nos points de vue, expriment ce que pensent bien des camarades du Parti qui, mal informés, isolés, font partiellement et d'une façon souvent insuffisante la critique de la direction, sans arriver à lui opposer la critique d'ensemble et la ligne précise qui est celle de l'opposition de gauche.

Dans cette rubrique également, nous avons du renoncer, faute de place, à publier différents articles ou comptes rendus :
Sur Belfort ;
Sur le Rapport de la R. P. ;
Sur l'offensive du journal stalinien de langue juive.

LES EXCLUSIONS

4^e Rayon des J. C.

EXCLUSION DE CRAIPEAU

Sa déclaration

La direction de la J.C. vient de remporter une victoire. Au bout de deux ans, elle a réussi à me faire exclure par ma cellule. Est-ce que je ne faisais pas mon devoir de jeune communiste ? En Vendée, dans le 13^e, jamais on n'a trouvé un reproche à me faire sur mon travail de militant. Un seul exemple : il y a 18 mois, je militais en Vendée et dans deux petites villes réactionnaires. En accord avec le Parti, j'avais fait vivre deux cellules de J. C. avec une trentaine de gars du bâtiment et des ports, alors qu'il y avait six jeunes communistes dans le reste de l'Entente (3 à Nantes, ville de 180.000 habitants, très prolétarienne, et 3 à Saint-Nazaire). Or, l'Entente avoue qu'elle a saboté mon travail parce qu'elle avait des doutes que je n'étais pas dans la ligne ! N'est-ce pas là un travail fractionnel de sabotage ?

Quant au travail que je faisais dans le 13^e, mes camarades savent bien s'il était celui d'un contre-révolutionnaire ! On n'a pu me reprocher qu'une chose : de même que je me refusais à penser que Couteilhas et Cie menaient la J. C. dans la voie du succès, de même je me refuse à penser que la direction des Richoux et Cie soit la direction léniniste qui mène la J. C. de victoire en victoire. J'ai expliqué dans ma cellule la nécessité de lutter pour le redressement léniniste de la J.C. et de l'Internationale, de lutter contre les catastrophes et les trahisons que prépare le stalinisme. J'ai expliqué la nécessité, dans le régime intérieur faussé du Parti, d'opposer à la fraction des bureaucrates staliens la fraction de gauche qui lutte pour le salut du Parti. Je regrette seulement de ne pas avoir parlé avec assez de vigueur.

On a exigé mon exclusion parce qu'on a craint que les camarades de la cellule me suivent peu à peu sur la voie oppositionnelle. On l'a obtenue parce qu'on a raconté trop de fables sur les « trotskystes » pour que vous, mes camarades de la cellule, croyez encore votre devoir de lutter contre eux. Mais mon exclusion ne règle rien. Hors de la J.C., avec l'opposition de gauche et le groupe des jeunes oppositionnels, je continuerai mon combat de communiste. Je suis certain que de nombreux camarades, dont ceux qui ont refusé de m'exclure, comprendront avec moi ou nous mène la direction centrée au moment où se préparent des combats décisifs, et viendront lutter avec nous pour renforcer le P.C. et la J.C. et lui redonner une ligne léniniste.

CRAIPEAU.

Et puis on en prépare :
RIMBERT, 8^e rayon. (L'ennemi !)
Et la cellule de l'Hay-les-Roses.
DURAND, 4^e rayon.
Belfort, 3 exclus.

Dans le 15^e Rayon

La conférence de rayon en vue de la conférence régionale et du congrès du parti a commencé dimanche dernier et a groupé 50 à 60 camarades. A maintes reprises, le centre avait dénoncé les « trotskystes » et les « libéraux pourris » qui s'y trouvaient et des demandes d'exclusions sont posées.

Au début, un camarade présente le rapport du rayon. S'il s'affirme d'accord avec la ligne du parti, sur quelques points il soulève des objections ; par exemple le bluff de *L'Humain* pour le 4 février, l'attitude de la région envers le rayon. Sur ce rapport s'engage la discussion où interviennent environ 15 camarades. Nous ne retiendrons que les principales interventions.

Le camarade F..., secrétaire du rayon, dénonça le bluff qui consistait à dire que les mineurs qui n'avaient pas participé au referendum s'étaient prononcés en faveur des unitaires. Le camarade F... se prononça contre le schématisme du rapport tant sur la crise que sur le conflit sino-japonais ; tout est présenté de façon artificielle au lieu de voir les forces en présence, les rapports existant entre elles et les tendances. Il souligna le manque de travail syndical. Puis il s'éleva contre les méthodes employées contre le camarade Leboucq qui ne peuvent que l'éccourer comme elles l'ont fait pour d'autres camarades qui, avec des camarades exclus, continuent cependant à militer et à développer des organisations révolutionnaires comme la section du S.R.I. de Courbevoie.

Le camarade N... marqua, sur la question du groupe, que les responsabilités incombaient à l'I.C. et au C.C. Il dénonça également le bluff mené autour de la manifestation du 4 février. Les ouvriers ont manifesté à la suite d'un travail poussé sur leurs revendications, mais il ne fallait pas en exagérer l'ampleur ; quant aux portes de Hispano, elles n'ont pas eu besoin d'être forcées ; des chômeurs ont pu entrer dans l'usine et y manifester. Sur la tactique électorale, il se prononce contre tout désistement. Il est pour l'exclusion des « trotskystes ».

Le camarade D... est accusé de « libéralisme pourri » et de « contrebandier trotskiste » ; son exclusion est demandée. Sur les questions de la crise, il déclare que l'issue prolétarienne dépendait essentiellement de la politique suivie par l'I.C. Sur le groupe, il attribue les responsabilités de la situation du parti non seulement du groupe, mais à tout le C.C. et à l'I.C. dont le groupe a pratiqué longtemps la politique. Il montre que le rapport ne contient rien sur la jeunesse et définit une politique syndicale et une tactique électorale qui a effectivement beaucoup de commun avec les points de vue

La crise en France pendant ces derniers mois

La crise mondiale a commencé à se manifester en France au début du deuxième semestre de 1930 (1). Depuis lors, la situation de l'économie française s'est aggravée sans cesse. Toutes les branches de l'activité industrielle et commerciale sont sérieusement atteintes. L'industrie de production et distribution d'électricité est la seule industrie qui n'ait pas rétrogradé, mais progressé.

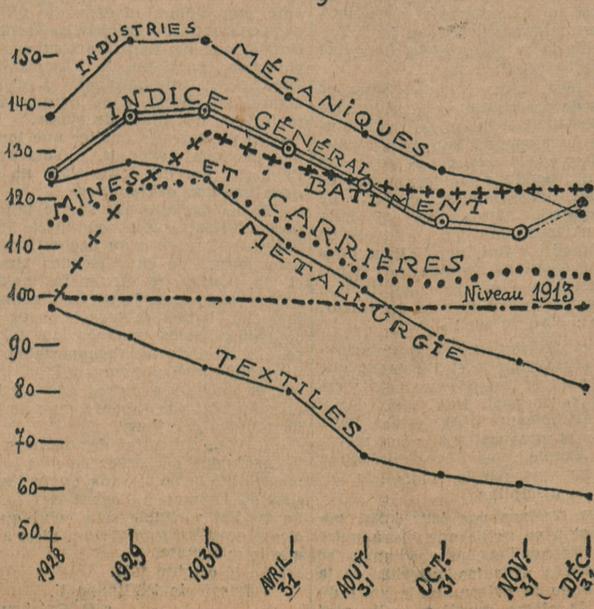
PRODUCTION

Les statistiques montrent la chute continue de la production pour les principaux pays en 1930 et 1931, ainsi que la diminution de la production dans les principales branches de l'industrie en France.

Les chiffres officiels pour janvier ne sont pas publiés, mais toutes les indications recueillies permettent d'affirmer qu'une aggravation considérable de la situation s'est produite que ne saurait justifier le ralentissement normal constaté chaque année à pareille époque. De l'examen de ces courbes, il ressort que la production française a encore occupé, en 1931, une position beaucoup moins mauvaise que celle des impérialismes concurrents. Il apparaît cependant que la chute de la production a été très forte. On constate aussi une constante aggravation de la situation en France, tandis qu'une ten-

dance à la résistance apparaît en Angleterre (dans une large mesure provoquée par la chute de la livre sterling).

INDICES DE PRODUCTION DE DIVERSES INDUSTRIES FRANÇAISES



(1) Voir les articles parus dans « la Vérité » sur la situation française, dans les numéros du 2 janvier et 3 juillet 1931.

TRANSPORTS TRAFIC

Les recettes des chemins de fer ont baissé de 10 % en 1931, par rapport à 1930, soit de plus d'un milliard de francs environ.

CHOMAGE

Le tableau IV montre la progression du chômage total et partiel en France. Nous voyons qu'il existe actuellement

plus d'un million et demi de chômeurs complets et plus de 3 millions de chômeurs partiels.

Tous les chiffres officiels pour janvier ne sont pas encore connus, mais l'augmentation du nombre des chômeurs secourus (entre le 2 et le 30 janvier) fait apparaître une accentuation considérable du chômage depuis le 31 décembre dernier.
Pour le mois de janvier, le nombre des « chômeurs secourus » est passé de 161.773 au 2 janvier à 241.487 au 30 janvier, soit une augmentation sans précédent de 73.714 « chômeurs secourus » en un mois.

IMMIGRATION ET EMIGRATION

L'excédent des arrivées sur les départs de travailleurs étrangers fut de 180.000 en 1930. Il n'a été que de 20.000 pour les trois premiers trimestres de 1931. Malgré l'excédent des départs sur les rentrées pendant le 4^e trimestre (excédent de 3 à 5.000 départs par semaine) dans ces dernières semaines, on constate que le nombre de travailleurs étrangers employés en France n'a pas encore sensiblement diminué.

PRIX

La baisse des prix s'est affirmée en 1931 en France, comme dans tous les pays, mais avec une tendance à la résistance dans ces derniers mois.
La chute des prix mondiaux indique l'abondance des stocks, l'encombrement de tous les marchés. L'examen des indices montre que la crise n'avait pas encore atteint, en décembre 1931, son point le plus bas.

Pour la France, l'indice général (2) des prix de gros signale une chute de 498 (décembre 1930) à 413 (décembre 1931) et 414 (janvier 1932).

Le prix de gros des matières industrielles marque la plus forte baisse : son indice passe de 475 en décembre

1930 à 370 en décembre 1931 et 362 en janvier 1932.

L'indice général des prix de détail (3) signale une chute de 650 (décembre 1930) à 557 (décembre 1931) et 560 (janvier 1932).

L'indice « officiel du coût de la vie » enregistre une baisse « théorique » assez accentuée, que les budgets ouvriers n'ont en fait qu'à peine sentie. S'il fallait en croire cet indice, le prix de la vie pour une famille ouvrière de quatre personnes aurait à peu près baissé de 12 % entre le 1^{er} janvier 1930 et le 1^{er} janvier 1931. Ces chiffres « alléchants » sont loin de la réalité, mais permettent de justifier les diminutions de salaires imposées au prolétariat français, tandis que le protectionnisme agraire fait payer aux ouvriers français leur pain deux fois plus cher en France qu'en Belgique.

CREDIT

Le crédit s'est sérieusement resserré en 1931.

Le volume des billets de banque en circulation a augmenté ; il est passé de 76 milliards en décembre 1930 à 75 milliards en janvier 1932. L'augmentation de ce volume n'a pas créé de facilités de crédit, comme on pourrait le penser ; il fut, bien au contraire, dans une certaine mesure, la conséquence d'une thésaurisation qui commença à se développer à la campagne, avec l'accentuation de la crise et les krachs bancaires. Bon nombre de petits déposants inquiets de « leurs économies », retirèrent leurs comptes des banques. Le taux de l'escompte des effets de commerce fut relevé et passa de 2 % en janvier 1931 à 2 1/2 % en octobre 1931.

(2) Base 100 en juillet 1914 et pour 45 articles.

(3) Base 100 en juillet 1914 et pour 13 articles de ménage.

PARE "SON" CONGRÈS...

de l'opposition. Abordant la question du « libéralisme pourri », il montra que les exclusions de 1929 contre les camarades de Courbevoie étaient injustifiées ; sur une question posée, il répondit que ces camarades exclus ainsi que les militants oppositionnels rédacteurs à la Vérité avec qui il militait au syndicat travaillaient sincèrement pour le redressement du parti.

Ce fut Imbault qui répondit pour la direction. Même discours que celui dont il nous gratifia dans les contradictions qu'il nous fit : pas d'arguments, des attaques grossières. Son meilleur argument « Staline a dit... » Il voulut nous présenter comme des ennemis « introduits » par la bourgeoisie dans le parti. Des déclarations catégoriques « des Lebourg et des D... il n'en faut pas dans le parti ». Son intervention tomba à faux auprès d'un certain nombre de camarades. La conférence se poursuivra.

COMMENT LA DIRECTION TUE LE PARTI

Un exemple très caractéristique de la fausseté de la politique et du régime du parti vient de nous être fourni. La direction a mené ces derniers temps une campagne contre les « trotskystes », les « opportunistes », etc. Dans la région parisienne fut nommé combattant le camarade Lebourg. Le secrétaire du parti, Thorez, lui consacra un article en première page de l'Humana, faussant sans vergogne ses positions sur l'unité syndicale et la tactique électorale. Les attaques de toutes sortes, aussi perfides que possibles, n'ont pas manqué. Pour ses positions et parce qu'il n'avait pas voté une résolution où nous étions traités de contre-révolutionnaires, le camarade Lebourg a vu demander son exclusion par le B.P. où siège cependant quelqu'un qui l'a connu tout à fait personnellement. Par cette campagne infecte, Lebourg a été découragé ; il n'est pas venu défendre ses points de vue à la conférence du rayon. Il aurait l'intention de donner sa démission.

Nombreux sont les ouvriers qui ont abandonné le parti par suite du régime qui y sévissait. Mais ce cas, pour être le dernier en date, mérite d'être signalé. Il s'agit d'un ouvrier, qui fut à la fondation du parti, qui fut longtemps à la tête d'un rayon très important. Très souvent, il combattit l'opposition et vota son exclusion. Cela ne l'empêcha pas de s'élever à maintes reprises contre les erreurs commises par la direction, ne se rendant pas compte d'où elles provenaient. Délégué au VI^e Congrès de l'I.C., son intervention — malgré tout ce qu'on peut y trouver à redire — trancha cependant nettement sur les autres. Semard ne trouva déjà pour lui répondre que le qualificatif d'« aristocrate ouvrier » (Voir « Classe contre classe »). Non opposé, le camarade Lebourg voyait dans le tournant l'expression de ses points de vue ; mais il s'aperçut que des paroles aux actes, il y avait de la marge.

Ne pas se décourager, continuer la lutte, telle est la voie qui amènera Lebourg à lutter avec l'opposition de gauche pour le redressement du parti.

AUTOUR D'UNE CAMPAGNE CONTRE LA « PROVOCATION POLICIERE »

Toute une campagne, utile dans son fond, mais malsaine dans sa forme, est menée dans l'Humana contre la provocation policière qui s'infiltrait dans les rangs de nos organisations. Le cas de la dénonciation de Marie Bréant est absolument probant pour condamner la façon dont est poursuivie cette campagne. Marie Bréant est une militante de longue date qui a d'ailleurs combattu l'opposition, souvent avec véhémence. Elle a occupé des postes importants dans la C.G.T.U., secrétaire de la 20^e Union, secrétaire de la Fédération des Produits chimiques. Tout à coup, l'Humana la dénonce avec fracas comme liée à la police.

Quand vient cette accusation ? Après que Marie Bréant a donné sa démission du parti et de la C.G.T.U. Et on ajoute qu'elle serait liée à un élément suspect. On conçoit que sur des affirmations aussi vagues, des militants qui ont connu Marie Bréant, qui ont milité avec elle doutent de ce que publie l'Humana. Et non pas des militants oppositionnels, mais des militants du parti et de la majorité confédérale qui ne veulent pas croire à l'accusation portée contre Marie Bréant.

Une affirmation brutale, sans preuve, ainsi publiée dans l'Humana ne fait pas grand mal aux policiers, mais elle fait grand mal au parti, car elle désoriente nombre de militants. Il faut évidemment démasquer et aussi punir les provocateurs ; mais il n'est nullement nécessaire de donner une publicité aussi tapageuse et surtout, il faut donner à tous les militants les garanties indispensables qu'une erreur ou même une vengeance n'a pas été commise. Ce n'est pas une chose compliquée car cela existait autrefois où jamais on n'aurait publié une telle note anonyme. Autrefois, et il faut y revenir, on aurait dit qu'une commission composée de camarades dont les noms auraient constitué pour tous une garantie après avoir étudié un cas se sont prononcés dans tel sens donné sur la base de faits matériellement prouvés. Autrement il n'y a plus de garanties dans le parti. On reproche à Marie Bréant, par exemple, de calomnier et de dénigrer des militants. Pour cela, elle aurait dû être appelée devant une commission afin de justifier ses accusations (nous ne faisons pas entrer là-dedans des divergences politiques, bien entendu), sinon une sanction s'impose.

Avec les procédés actuellement en vigueur, c'est d'abord la crainte pour de nombreux militants de parler. Où commence, selon les bureaucrates staliniens, le dénigrement et la calomnie qui permettent de lancer l'accusation de policier ?

Moins de tapage, beaucoup plus de vigilance dans le choix des responsabilités — et cela en rendant la parole à la base — et des garanties pour tous les militants que c'est en connaissance de cause que des mesures sont prises et que des accusations capitales ne sont pas portées d'un façon légère contre un militant quelconque.



VOUDRAIT-IL

Il paraît que des « contrebandiers trotskystes » cherchent à déformer l'histoire du Parti bolchevik lorsqu'il s'agit, en réalité, d'historiens non liés à l'opposition qui, étudiant les faits, rappellent que Lénine, en 1917, dut « réarmer » le Parti contre l'opportuniste où l'avaient mené Staline-Kamenev. Cette « contrebande est inadmissible ; un jeune « historien » dans la ligne staliniste à 100 % osa déclarer ceci à une récente assemblée de la Société des historiens marxistes : « Pour une histoire bolchevique du Parti, ce n'est pas tellement l'objectivité, beaucoup plus, le but politique qui est exigible. »

Voilà enfin un bon élève de Staline qui parle. Quand les faits sont désagréables, il est si simple de les passer sous silence ou de les déformer !

« Quel intérêt pouvait avoir l'I.C. à tout démolir... Il faut en finir avec cette politique de Staline « sportive ». Résolution de la cellule de l'Hay-les-Roses.

TROIS PRINCIPES QUI EN FONT...

Dans l'Internationale Communiste du 1^{er} février 1932, si l'on nous a privé de la suite de l'article de Martynor (tant qualifié pour donner des leçons), dans un article sur la Chine, un de ceux qui ont appris que l'objectivité importait moins que le but politique n'hésite pas à accuser le groupe trotskyste Tchen-Dou-Sien (c'est-à-dire nos camarades oppositionnels de Chine) d'être les « larbins du Kuomintang » et de répandre avec quelques autres « les trois principes de Sun-Yat-Sen : le national-réformisme, le nationalisme bourgeois, les idées social-démocrates, les idées trotskystes et autre idéologie nuisible au mouvement anti-impérialiste et à la lutte de classes ». Si l'on met l'objectivité de côté et si le but politique importe, alors les trois principes de Sun-Yat-Sen, ça peut être aujourd'hui l'énumération en question, demain une autre, etc.

Mais cependant, serait-ce de la « contrebande trotskyste » ou de l'objectivité ? ou autre chose encore de plus grave que de demander quels furent les apologistes de Sun-Yat-Sen en 1926-1927 ? Qui préconisa, pour lutter contre l'impérialisme, le bloc des quatre classes et la soumission du P.C. chinois au Kuomintang ? Staline, Martynor, Boukharine qui vient encore une fois de se frapper la poitrine, rappelant qu'ils ont été véritablement les larbins du Kuomintang et que cela a coûté très cher à la Révolution chinoise, c'est faire preuve d'objectivité et le centrisme n'en a pas besoin.

CANDIDATURES

Le Parti ne représente plus Berthon, Fraisseix, Daëblé et Desoblin. Pas plus les deux premiers pour leurs rapports lointains avec le communisme que les deux autres pour le vote scandaleux sur la M.O.E., ne trouveront de défenseurs chez nous. Mais pourquoi le Parti ne procède-t-il pas franchement, nettement ? La presse bourgeoise a raconté un tas de choses sur Berthon qui allait quitter le Parti, se présenter dans le Var, etc...

Aux racontars de la presse bourgeoise, ce n'est pas lui qui répond, mais le B.P. La note du B.P. spécifie que celui-ci a agi pour des « motifs politiques ». Fort bien. Alors, espérons qu'on ne nous dira pas, comme on l'avait indiqué au 4^e rayon, que des raisons de santé ont forcé Berthon, etc... Les ouvriers sont en droit de connaître ces motifs politiques. Il faut les fournir. Mais peut-être le B.P. escompte-t-il que Berthon les fournira lui-même en lâchant ce Parti avec lequel il n'a rien de commun ? Le « libéralisme pourri » n'a jamais sévi à notre égard, mais il a permis à un parfait démocrate comme Berthon de passer sans être inquiété à travers toutes les transformations du Parti depuis huit ans, même aux moments les plus farouches de la « troisième période ».

Les Berthon quittent le Parti après s'en être servi. Les oppositionnels de gauche en sont chassés alors qu'ils ne cherchent qu'à le servir.

Un abonnement de 6 mois : 5 francs.

12 — 10 francs.

PENDANT LA GUERRE

Un Masson inconnu reprochait récemment dans l'Humana à Trotsky d'avoir soutenu Longuet pendant la guerre. Quand on écrit sur le même journal que Cachin et D. Renault, il faudrait être prudent dans ses polémiques. L'organe Nache Slovo où écrivait Trotsky pendant la guerre fut un des rares organes qui, en France, combattit violemment la politique de collaboration des socialistes et il servit de ralliement pour de rares militants qui ne s'inclinaient pas. Mais pourquoi ce Masson ne trouve-t-il rien à redire à Losovsky, aujourd'hui encore secrétaire de l'I.S.R., qui collabora également à Nache Slovo mais qui y fut précisément contre Trotsky un conciliateur avec les tendances des centristes à la Longuet ? Pas besoin d'être objectif, c'est le but politique qui, une fois encore, importe beaucoup plus. N'est-ce pas ?

« C'est un jeu de rejeter toutes les responsabilités sur le « groupe ». Mais que faisaient les autres ? Toute la direction est responsable. C'est bizarre, que l'I.C. ait ignoré le groupe ; elle a aussi sa part des responsabilités. »

Un camarade du 4^e rayon.

BRAILLARD !

Le compte rendu de la 17^e Conférence du P.C. russe, publié par l'Humana, est signé de Vaillant-Couturier. Après des mois de silence, il revient en douce, bien terne. On serait bien embarrassé de retrouver le style d'autrefois. Mais il faut donner des gages, ne pas être seulement soupçonné de « libéralisme pourri ». Aussi, celui qui fut assez infâme pour lancer en France la calomnie sur l'officier de Wrangel, y va-t-il de sa petite pointe : « Le discours de Molotov, écrit-il, achève la déroute de tous brailleurs opportunistes, trotskistes... »

Brailard ! Tu avais jadis quelque talent dans ce genre. Maintenant, tu n'en es même pas capable. Alors, reste tranquille et fais-toi complètement oublier.

« Ne vous bornez pas à dire que le trotskysme est le détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Démontrez-le ! »

Deux camarades du 4^e rayon. — Mais, c'est bien difficile. N'est-ce pas, Semard ?

CLASSE CONTRE CLASSE !

Rapport en tenue blanche

ORDRES DU JOUR DES LOGES DE LA REGION PARISIENNE

Vendredi 26 février 1932

Temple : 16, rue Cadet, Paris (9^e)

AGNI (G. O.)

à 8 h. 30

TENUE BLANCHE

dans la salle des Fêtes du G. O.

d. F., 16, rue Cadet

CONFERENCE

Le Marxisme

Théorie de l'Evolution et de la Révolution sociale

par Ch. RAPPOPORT

Dernière Minute

UNE BELLE SOTTISE

Voter la loi Mandel en fut une, sur laquelle nous reviendrons. Pourquoi ne pas se compter sur un projet communiste ? Le morceau fut si gros à avaler, que la fraction parlementaire se scinda en deux aux votes. (Journal Officiel.)

BULLIER

The meeting ne fut pas ce qu'il aurait dû être, les chiffres de « L'Humana » ne suffisent pas à faire « craquer la salle ». Quand on bluff sur la contradiction, notre demande d'intervention fut refusée par le bureau par un NON ! magistralement émis par Semard.

SUICIDE

On apprend officieusement le suicide de Sloutzky (jeune professeur rouge, auteur de l'article condamné par Staline). Il n'aurait pu résister à l'atmosphère de répression l'entourant. Des confirmations de la nouvelle, nous en tirerons les leçons.

Par ailleurs, les grandes banques appliquèrent une politique générale de restriction des crédits ordonnée par le capital financier et la grande industrie, pour accélérer la ruine de bon nombre de petites et moyennes entreprises gravement touchées par la crise et dans l'impossibilité de prolonger leur existence sans crédits suffisants. Pendant ce temps, les coffres de la Banque de France ont vu leur encaisse or augmenter sans cesse et passer de 46 milliards en moyenne en 1930 à 71 milliards le 30 janvier 1932.

VALEURS INDUSTRIELLES

Le cours des valeurs industrielles a constamment baissé en 1931. L'indice (1) des valeurs à revenu variable, portant sur 300 titres français est de 507 en 1929, 437 en 1930, 322 en mai 1931, 215 en décembre 1931. Depuis cette date, les possibilités d'extension du conflit en Extrême-Orient, et l'odeur de charnier ayant ranimé les espoirs capitalistes, on constate une hausse des valeurs sur les principaux marchés, et l'indice remonte à 250 au 30 janvier, mais cette hausse est bien fragile.

FAILLITES

Les faillites et liquidations judiciaires ont atteint en 1931 des chiffres records. Le nombre des mises en faillite et liquidations judiciaires mensuelles était de 681 en 1928, 726 en 1929, 756 en 1930. Il était de 1.060 en octobre 1931 et de 1.191 en décembre 1931.

Divers projets de moratoire, de suppression de mise en faillite par le retour au système du règlement transactionnel en vigueur pendant la guerre sont à l'étude, mais rencontrent l'hostilité des gros trusts bancaires et industriels, qui poursuivent à travers la crise la mise hors de combat de leurs concurrents les moins forts et la marche vers les monopoles.

COMMERCE. ECHANGES

Le commerce intérieur a sérieusement décliné en 1931. Les statistiques sur l'impôt du chiffre d'affaires accusent dans l'ensemble une baisse de 10 % environ de cet impôt par rapport à 1930.

Le commerce extérieur de l'impérialisme est en constante décroissance.

(1) Base 100 en 1913.

Les courbes (importation et exportation), et les tableaux font apparaître la baisse du commerce général de la France, et comment cette baisse affecte ses principaux fournisseurs et clients. Les importations ont diminué de dix milliards en 1931 par rapport à 1930, soit de 20 %. Les exportations ont diminué de douze milliards en 1931 par rapport à 1930, soit de 30 %.

L'importance de ces chiffres provient pour une large part de la baisse des prix de gros en 1931 par rapport à 1930. Par exemple, en poids, les importations n'ont diminué pour les matières premières, en 1931, par rapport à 1930, que de 10 %, alors qu'elles diminuaient de 35 % en valeur.

Le déficit de la balance du commerce extérieur (excédent des importations sur les exportations) qui était de neuf milliards 700 millions en 1930, est passé à douze milliards en 1931.

Une accentuation très nette de la baisse du commerce extérieur s'est produite depuis octobre 1931.

En décembre 1931 ont été enregistrés les chiffres les plus faibles atteints depuis la stabilisation du franc. (Chiffres pour janvier 1932, non publiés.)

Il faut souligner que le commerce extérieur en 1931 a été profondément influencé, non seulement par les causes directes de l'accentuation de la crise (trésorisation des marchés, di-

minution du pouvoir d'achat des masses, etc.), mais par les conséquences indirectes de la crise (lutttes douanières). L'élévation des droits de douane a atteint des chiffres inouïs, allant jusqu'à 200 % du prix d'achat des articles. C'est ainsi que, malgré la baisse des importations françaises en valeur de 20 %, les droits de douane pour les importations ont rapporté un excédent de 30 % sur 1930, soit plus d'un milliard d'excédent. La plus grande confusion règne du reste au sein des différentes fractions de la bourgeoisie sur la question des tarifs douaniers et contingentements à établir. Nous y reviendrons ultérieurement.

L'examen des chiffres fait ressortir combien la crise a touché les colonies françaises. L'Algérie exclue, la baisse du commerce avec les colonies, a été considérable, la chute des prix mondiaux a ruiné les peuples coloniaux, qui sont de plus en plus misérables.

Le chiffre du commerce extérieur atteint en 1931 est, malgré l'acuité de la crise et l'étendue du chômage, très supérieur à celui de 1913, ce qui souligne la profonde modification survenue dans la structure du capitalisme français devenu, depuis la guerre, un puissant impérialisme. Les chiffres d'importation sont en 1931 de 35 % supérieurs en poids à ceux de 1913. Les chiffres d'exportation en 1931 sont de 38 % supérieurs en poids à ceux de 1913.

On ne peut préciser à quel point le déficit de la balance extérieure en 1931, a été comblé par les exportations invisibles, qui sont très élevées en France (excédent des placements de capitaux à l'étranger, achats faits en France par les étrangers).

Il est à peu près certain que les

exportations invisibles ont dépassé le montant du déficit du commerce extérieur. En 1931, on estime à 1.500.000 le nombre des étrangers ayant villégiaturé en France. Si on admet que le plus grand nombre d'entre eux gaspillent souvent en quelques semaines le salaire annuel d'un ouvrier français, on peut admettre que ces séjours comblent déjà une forte partie du déficit du commerce extérieur. Les perspectives pour 1932 sont très sombres, les chiffres atteints en 1931 qui, malgré l'attrait des exhibitions honteuses de l'Exposition coloniale, furent en nette régression sur ceux de 1930, n'ont aucune chance d'être égalés.

SITUATION AGRAIRE

La production agricole fut en 1931 assez sérieusement déficitaire, particulièrement pour le blé, l'orge, le houblon, etc. La culture de la pomme de terre a été, en plusieurs départements, atteinte par le doryphore (1). La chute générale des prix mondiaux très accentuée a lourdement pesé sur tous les produits de production agricole française, entraînant malgré les barrières douanières extrêmement élevées, une importation massive de produits agricoles étrangers, et une baisse de prix souvent considérable (30 à 40 % sur le blé).

Cette situation jointe à une certaine résistance du marché intérieur en 1931, explique que les importations de produits agricoles ont augmenté en poids de 30 0/0 en 1931, par rapport à 1930. Si la situation de l'agriculture française en 1931 a été mauvaise, elle est restée cependant nettement au-dessus dans l'ensemble de la situation des économies agraires des autres pays ca-

(1) Insecte s'attaquant aux plants de pommes de terre.

pitalistes. Notons cependant, que la baisse de la livre, les mesures d'intervention et les barrières douanières élevées récemment par l'Angleterre, ont déjà atteint gravement plusieurs régions agricoles (particulièrement la Bretagne).

CONCLUSION

La crise qui sevit en France depuis 1930, s'est considérablement accrue dans toutes les branches d'activité en 1931. L'accentuation de la crise va de plus s'accroissant très vite, aggravant toutes les contradictions intérieures. Le développement de la crise en France s'intégrant à l'ampleur de la crise mondiale, rend de plus en plus précaires la puissance financière et l'équilibre économique relatif de l'impérialisme français.

L'aggravation possible de la crise agraire mondiale, la politique protectionniste de l'Angleterre, le meilleur client, la baisse du pouvoir de concurrence de l'agriculture française et de certaines branches de l'industrie insuffisamment rationalisées, peuvent enfin ébranler très fortement la solidité de la paysannerie française et atteindre de larges couches de la bourgeoisie déjà éprouvées par les krachs successifs français et étrangers, la baisse des valeurs et des dividendes. Le marché intérieur encore solide en 1931 est ainsi menacé de perdre ses meilleurs points d'appui et ne présente plus aucune sécurité, tandis que la misère atteint déjà de très larges couches du prolétariat français et menace de s'accroître.

Nous examinerons dans un prochain article les différentes perspectives de développement de la crise en France, en liaison avec les diverses conjonctures mondiales possibles et la position des différentes fractions de la bourgeoisie en face d'elles.



La fin d'une aventure

Quelques semaines après le Comité des « 22 », le C.I.S. et le *Cri du Peuple* meurent à leur tour dans la débâcle la plus pitoyable. C'est à qui rejettera la responsabilité sur le voisin. Monatte, le premier, en avait accusé les militants autonomes comme Piquemal. Ceux-ci rejettent la responsabilité sur les militants confédérés, surtout sur Dumoulin qui participait au Comité avec des intentions bien arrêtées qui n'étaient pas très pures. Chambelland dénonce comme traîtres les unitaires qui restent à la C.G.T.U. et Dumoulin qui est candidat aux élections, et Chambelland dit qu'il ne peut rien faire à cause des tendances, des sous-tendances, etc. Lui aussi nous dit : « C'est la faute au « groupe ». Charbit en se lamentant sur ceux qui abandonnent la C.G.T.U. met en cause l'attitude des militants confédérés du Comité des « 22 », au Congrès de Japy.

Dans ce déballage de linge sale, même l'article de Charbit qui veut se dégager de l'anti communisme acharné de ses ex-alliés n'apporte pas grand chose et contient les mêmes erreurs, les mêmes conceptions qui furent à la base du C.I.S. et des « 22 » et qui ne pouvaient mener que là où ils ont abouti. Une expérience de plus de deux ans n'a rien appris à Charbit et à certaines couches de travailleurs qui ont marché pour le C.I.S. Et la fraction stalinienne, tout en célébrant cette mort et en s'attribuant un succès pour lequel elle n'a vraiment rien fait, n'apporte non plus aucun éclaircissement pour les ouvriers égarés dans le C.I.S., aujourd'hui désorientés.

Charbit fait une erreur capitale quand il écrit : « Dès lors (après le Congrès de Japy), le Comité des « 22 » ne pouvait plus qu'être un agent de recrutement pour le C.I.S. » car, dès le début, il ne pouvait qu'être cela. Dès la constitution de celui-ci, dès la parution du *Cri du Peuple*, nous avons dit que tout cela ne pouvait mener qu'au réformisme, parce qu'on abandonnait le terrain du communisme et qu'il n'y a pas, dans les organisations ouvrières, possibilité de se situer en dehors des deux grands mouvements historiques : le réformisme et le communisme. Nombreuses ont été les tentatives pour y aboutir ; aucune

n'a réussi parce qu'elle n'avait aucune racine sociale.

Ce n'est pas l'utilisation de telle ou telle formule qui puisse compenser cela. Charbit ne le saisit pas ; il continue d'opposer le parti « groupement d'opinion » au syndicat « groupement de classe ». Mais, opinion de qui, de quelle classe ? Quels intérêts de classe exprime tel ou tel parti ? Charbit conserve ses préjugés syndicalistes. Il croit aux vertus suprêmes du syndicat et il lutte d'abord pour son « indépendance », prétendant que cette lutte pour « l'indépendance du syndicalisme » n'implique pas la voie réformiste ou révolutionnaire dans laquelle on engage le syndicat. Pourtant ce n'est pas la première fois depuis la guerre qu'est brandie la bannière de « l'indépendance du syndicalisme ». Charbit a-t-il vu qu'elle ait servi une seule fois la cause révolutionnaire ? N'a-t-elle plûtôt, à chaque coup, dans la période de reflux révolutionnaire, aidé au passage des militants et de couches de travailleurs du camp révolutionnaire au camp réformiste ? Ce n'est tout de même pas par pur hasard. Tous ceux qui n'avaient pas assimilé l'expérience d'Octobre, que la période de reflux désorientait, qui ne se sentaient plus à l'aise pour mener le combat révolutionnaire, ont attribué au parti ce qu'ils ne comprenaient pas et, se servant des formules révolutionnaires d'avant-guerre, mais dépareillées de leur contenu révolutionnaire, ils ont emprunté le chemin qui menait au réformisme. Plus ou moins vite, plus ou moins franchement, ils ont abouti là. Tous ceux qui reprendront la même voie aboutiront inéluctablement.

Le problème dépasse le cadre de la C.G.T.U. Sa régénération est liée à la renaissance de tout le mouvement révolutionnaire et par conséquent à la régénération de l'élément essentiel de la lutte de classe, le parti communiste. C'est seulement dans la voie tracée par l'opposition de gauche, voie pénible, ardue, mais déduite de l'analyse marxiste, c'est-à-dire de toute l'expérience de la classe ouvrière, que peut être menée la lutte. Elle implique le combat impitoyable de toutes les tentatives pour « l'indépendance du syndicalisme » ; elle implique la lutte pour une véritable politique communiste dans les organisations syndicales.

La Ligue au Travail

NANTERRE

Notre campagne s'est poursuivie par une excellente réunion à Nanterre. Plus de 70 travailleurs étaient venus à la salle de la Coopération, pour entendre les points de vue de l'opposition. Le camarade Treint exposa d'abord comment devait se mener la lutte contre le chômage, tirant les leçons de la manifestation du 12 janvier. Puis il exposa toute l'importance de la situation en Allemagne, montrant que la même absence, en France et en Allemagne, de politique de front unique, avait des conséquences funestes pour le développement de la situation, que les conséquences pouvaient devenir catastrophiques en Allemagne. Enfin, au milieu de l'étonnement le plus grand des travailleurs, il signala les dangers d'attentat qui menaçaient la vie du camarade Trotsky, le chef de ceux que les stalinien appellent « l'avant-garde de la contre-révolution » et dénonça la responsabilité personnelle de Staline.

Pas de contradiction : un camarade du Parti posa seulement deux questions qui montrent bien combien le centrisme a altéré les notions les moins complexes.

Dans le 15^e arrondissement

Nous y avons fait une réunion sur l'Allemagne le samedi 6 février. La préparation en fut entravée par la police, qui arrêta nos afficheurs et lacéra les affiches posées (pour Chiappe, nous n'appartenons pas à « l'avant-garde de la contre-révolution »). Cinquante camarades assistèrent à notre réunion, où le camarade Treint exposa le point de vue de l'opposition sur la question allemande. Trois camarades du Parti apportèrent la contradiction. Ce n'était pas des bureaucrates remplissant leur besogne sans conviction, mais des jeunes, trompés par la stalinisme, mais ardents, persuadés, cherchant à discuter. Lorsque le camarade Frank leur répondit, le débat prit une allure tout à fait passionnée, pleine d'intérêt. Il porta essentiellement sur la question

de l'aide que l'armée rouge était susceptible d'apporter à la révolution allemande et la signature des pactes de non-agression par l'U. R. S. S. d'une part, et sur la question du front unique d'organisation à l'organisation d'autre part. Après la réunion, la discussion se poursuivit dans la rue entre camarades et nous avons vu que nos arguments avaient touché certains camarades. Malgré le grand nombre de chômeurs, la souscription et la vente de brochures permirent de récupérer une partie des frais.

Chaque mois, le 15, le 30,
LA VÉRITÉ
Chèque postal : P. Frank 136.855.

La quinzaine prochaine :

MEETING SUR LA SITUATION
EN ALLEMAGNE

13^e arrondissement : le 5 mars, à 20 h. 30.

149, rue du Château-des-Rentiers,
18^e arrondissement : le 25 février, à 20 h. 30.

Chez Garrigues, 20, rue Ordener.

Bagnolet

Ouverture de notre campagne électorale. Quels seront nos candidats ? le 10 ou 12 mars, à 20 h. 30.

Cinéma-Palace, rue de Paris, à Bagnolet.

Confirmation de ces lieux par affiches.

Le gérant : P. FRANK.

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e arr.)

MAISON DES SYNDICATS (Service de l'imprimerie)

LA LUTTE DES MINEURS

La défaite provisoire

Comme ses congénères des autres pays, le capitalisme français poursuit son offensive, afin de résoudre la crise aux frais des masses travailleuses.

De tous les secteurs prolétariens, celui des mineurs, si important, est le plus directement et le plus audacieusement attaqué.

Le « pays noir » du Nord et du Pas-de-Calais, imprégné depuis près d'un siècle d'une atmosphère de lutte de classe, est le théâtre principal des opérations.

Le 1^{er} février dernier les mineurs ont subi une diminution de leur salaire ; une autre est annoncée pour le 16 mars prochain.

Le mécontentement, porté jusqu'à l'exaspération, gronde chez les mineurs. Mais il n'a jusqu'ici abouti qu'à la grève très localisée des fosses 5 et 7 de l'Escarpelle. Cette grève a été très rapidement brisée par les manœuvres des chefs réformistes.

Il y a 177.000 mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais. Environ 60 % sont inorganisés. La grosse masse des syndiqués, 55.000 mineurs, est organisée dans les syndicats réformistes de la C.G.T.

Les syndiqués unitaires de la C.G.T.U. sont relativement peu nombreux. Ils représentent cependant l'élément le plus combatif. Ils sont le levain révolutionnaire.

Par une juste politique, ils pourraient, dans la situation actuelle, hâter la fermentation de la masse énorme des mineurs exaspérés et l'entraîner à la grève.

Malgré les efforts du Parti communiste et de la C.G.T.U., la grève n'a pas encore répondu à la récente diminution des salaires.

Les chefs réformistes ont appelé tous les mineurs à se prononcer pour ou contre la grève, dans un referendum organisé sous leur contrôle, le dimanche 7 février.

Les chefs réformistes ne sont pas restés neutres : ils ont conseillé de voter contre la grève. Ils ont utilisé le referendum comme une arme contre la grève.

La Fédération Unitaire a appelé les mineurs à ne pas participer au referendum et à se prononcer pour la grève dans les assemblées ouvertes à tous les mineurs et qui se sont tenues également le 7 février.

Sur les 177.000 mineurs, 67.000 ont pris part au referendum organisé par les chefs réformistes. Sur ces 67.000 votants, environ 12.000 se sont prononcés pour la grève ; environ 55.000 se sont prononcés contre la grève. Il y a eu pas mal de bulletins nuls. La plupart de ces bulletins nuls s'exprimaient vraisemblablement pour la grève, dans une forme jugée irrecevable par les chefs réformistes.

110.000 mineurs environ n'ont pas participé au referendum.

Ces 110.000 mineurs sont loin d'avoir assisté aux assemblées populaires convoquées par les syndicats unitaires. Ces assemblées ont été plus ou moins fréquentées. En général, malgré l'exaspération contre la diminution des salaires, elles ne se sont pas montrées très enthousiastes pour le déclenchement immédiat de la grève.

Un grand nombre de mineurs n'ont participé ni au referendum réformiste ni aux assemblées unitaires. Parmi ceux-là il y eut vraisemblablement une forte proportion d'inorganisés et d'ouvriers étrangers. Beaucoup de mineurs, la rage au cœur, sont restés chez eux. Sans doute croient-ils que la division des forces ouvrières syndicalement organisées empêche l'action commune, mène la grève à l'échec et craignent-ils la répression particulièrement facile pour le patronat dans une période de chômage partiel.

L'« Humanité » a crié victoire. Elle dénonce l'échec du referendum réformiste. Elle s'annexe arbitrairement les 110.000 mineurs qui n'ont pas participé au referendum réformiste. En vérité, l'« Humanité » masque et idéalise la défaite des syndicats unitaires qui est la défaite de tous les mineurs.

Le mot d'ordre des syndicats unitaires, ce n'était pas seulement : Ne participez pas au referendum réformiste ! Le mot d'ordre des syndicats unitaires, c'était : Ne participez pas au referendum réformiste, venez en masse à nos réunions populaires du 7 février, décidez la grève et dirigez-la dans chaque puits par vos comités de lutte !

Les syndicats unitaires n'ont pas encore pu déclencher la grève. A Lens, le 7 février, au Conseil national des Mineurs, Gitton a déclaré qu'aucun comité de lutte et d'unité n'avait encore été formé ni dans le Nord, ni dans le Pas-de-Calais. Par leur referendum, les chefs réformistes ont empêché la grève.

Le patronat et les chefs réformistes ont remporté la victoire contre les mineurs ; les syndicats unitaires et les mineurs ont subi une défaite, telle est la dure réalité.

Certes, la victoire du patronat et des chefs réformistes n'est pas brillante. 50.000 mineurs seulement sur 177.000 se sont délibérément prononcés contre la grève. L'exaspération des mineurs demeure. Elle ne peut que grandir au fur et à mesure que l'on s'approche de la nouvelle diminution de salaires du 16 mars.

La défaite des mineurs et des syndi-

cats unitaires n'est pas irrémédiable. Elle peut même n'être que très provisoire.

A une condition cependant : c'est que les communistes et les syndiqués unitaires ne se bornent pas à dénoncer la trahison des chefs réformistes et que, rompant avec les erreurs de leurs propres dirigeants, ils pratiquent une politique effectivement capable d'entraîner la masse des mineurs et de les arracher à l'influence des chefs réformistes.

POUR LE FRONT UNIQUE A LA LENINE

Que disent Maës et les dirigeants confédérés ? Ils disent : Impossible actuellement de lutter par la grève il y a eu surproduction. Les compagnies disposent de 5 millions de tonnes de charbon sur le carreau des mines et cette situation détermine déjà un chômage partiel important. Les compagnies ont intérêt à la grève qui leur permettrait d'écouler les stocks sans payer de salaires. Dans ces conditions, la grève est vouée à l'échec. Puis viendra la répression décapitante et saccageant nos syndicats et leurs œuvres annexes. Il faut renoncer actuellement à la grève, tendre nos forces pour la réaliser plus tard, à notre heure, dans une situation favorable. En attendant, il faut essayer d'obtenir de moindres réductions de salaires en combinant la pression ouvrière et les négociations avec le patronat et le gouvernement qui est tout de même obligé de compter avec un groupe socialiste puissant et avec la proximité des élections. Bref, il faut continuer notre tactique de mars 1931.

Cette thèse réformiste est un tissu de sophismes masquant la trahison.

La pression ouvrière ne peut rien donner si le patronat et le gouvernement savent d'avance qu'en aucun cas elle n'aboutira à la lutte réelle, à la grève. Les stocks sont une arme puissante entre les mains des compagnies pour briser une grève paisible, une grève réformiste. Mais une grève combattive, décidée à empêcher les compagnies d'expédier ses stocks, ferait perdre à celles-ci leurs débouchés.

Une grève combattive, décidée à empêcher toute équipe de sécurité de descendre au fond exercerait une puissante intimidation et pourrait mater l'insolence du Comité des Houillères.

Une telle grève devrait s'orienter vers la journée de 6 heures qui résorberait le chômage et rendrait par là-même plus facile la lutte pour conserver et augmenter le salaire de quinzaine.

Une vraie grève, active et non passive, violente et non paisible, rogneait les plus-values et les réserves formidables prélevées par les compagnies sur la masse des mineurs.

Une telle grève doit être menée au moins à l'échelle de tout le bassin minier. Quand il s'agit de revendications générales, touchant profondément aux intérêts vitaux de la classe ouvrière, ainsi qu'aux profits essentiels du patronat, des grèves isolées, par puits, surgissant l'une après l'autre, seraient vaincues les unes après les autres et rendraient plus difficile toute lutte ultérieure. Il faut dénoncer cette conception des grèves par puits dispersées dans le temps et l'espace. De telles grèves peuvent, dans la situation actuelle, être provisoirement favorables pour le communiqué de Monmousseau et de Gitton ; elles briseraient pour longtemps la force des mineurs. Il ne faut accepter de sortie isolée d'un ou de quelques puits qu'avec la certitude de voir la grève suivre immédiatement au moins dans tout le bassin.

Il faut préparer une grève générale des mineurs au moins dans le Nord et le Pas-de-Calais, une grève combattive décidée à lutter par tous les moyens pour assurer le succès rapide, une grève qui, une fois déclenchée, cherche à s'étendre aux industries voisines et au reste de la France.

Il faut gagner à une telle grève les mineurs réformistes et les mineurs inorganisés, afin de pouvoir effectivement la déclencher.

Pour gagner les ouvriers réformistes à la grève, il faut qu'ils nous entendent.

Actuellement, c'est un fait que le gros des ouvriers réformistes ne nous entend pas, refuse de nous entendre.

Il est clair, pour nous, communistes, pour nous, syndiqués unitaires, que la tactique des chefs réformistes est une tactique de trahison. Cela est loin d'être clair pour les mineurs réformistes : la plupart croient que la tactique des chefs réformistes défend pour le mieux leurs intérêts.

Exiger que, dès l'abord, les mineurs réformistes fassent front unique à la base avec nous contre leurs chefs, c'est exiger qu'ils soient ce qu'ils ne sont pas encore, qu'ils soient des sympathisants communistes, ce qu'ils ne peuvent devenir en masse que par une autre tactique. Exiger que, dès l'abord, ils rompent avec leurs chefs sans avoir compris pourquoi ils doivent rompre, c'est les amener à nous repousser instinctivement et renforcer leur attachement à leur organisation et à leurs chefs réformistes.

Quand nous appelons les mineurs réformistes à former avec nous des comités de lutte en rompant avec leur organisation et avec leurs chefs, la

plupart d'entre eux ne viennent même pas à nos réunions. C'est un fait. Et toute la phraséologie creuse des Monmousseau et des Gitton ne saurait venir à bout de ces faits. Les faits sont têtus.

Il faut, comme du temps de Lénine, proposer aux organisations réformistes, du haut en bas, d'examiner en commun, devant tous les mineurs, les moyens de faire front à l'offensive des compagnies contre les salaires. Dans une situation comme celle d'aujourd'hui, dans le Nord et le Pas-de-Calais, les mineurs réformistes obligeraient sur bien des points leurs chefs à répondre favorablement à de telles propositions. Nous aurions ainsi la possibilité, devant la masse des mineurs réformistes, de développer notre plan et de combattre le plan des chefs réformistes. Les inorganisés viendraient en nombre à de telles assemblées. Nous pourrions gagner la masse à l'idée de la grève dirigée dans chaque puits par des comités communs. Les chefs réformistes qui résisteraient à la volonté de la masse seraient assez aisément éliminés. Il est vraisemblable que la plupart des chefs réformistes accepteraient la lutte en commun. Nous savons, nous, qu'ils l'accepteraient à contre-cœur, pour la freiner et la trahir à la première occasion. Mais notre rôle à nous, c'est justement d'être vigilants et de savoir dénoncer devant tous les mineurs en lutte les actes de freinage et de trahison. C'est ainsi que les communistes et les unitaires, parce qu'ils sont pleinement dévoués à la classe ouvrière, peuvent, minorité au début, gagner dans la lutte la confiance des ouvriers et la direction de la grève. Et, devant la classe ouvrière en lutte, il devient plus facile d'orienter la masse contre la guerre impérialiste, contre toute agression dirigée contre la Révolution russe et d'évoquer les buts révolutionnaires et les destinées historiques du prolétariat.

LE REFERENDUM

Si le Parti et la C.G.T.U. n'avaient pas, depuis des années, abandonné le front unique réel, le front unique à la Lénine, pour lui substituer la caricature frossardiste du front unique de 1921, les chefs réformistes auraient probablement perdu suffisamment d'influence pour ne pas pouvoir recourir en 1932 à l'arme du referendum et, en tout cas, pour ne pas pouvoir s'en servir efficacement contre la grève.

En général, le referendum permet, d'une part, d'atténuer l'influence des éléments combattifs, susceptibles d'entraîner la classe ouvrière, et, d'autre part, d'augmenter le poids spécifique des éléments hésitants, timorés, passifs.

Mais en janvier 1932, nous étions, au pays noir, en raison des fautes accumulées des dirigeants unitaires, dans cette situation où les réformistes disposent d'une influence suffisante pour jouer du referendum.

Il fallait, non pas les laisser s'en servir comme d'une arme contre la grève, mais se saisir de cette arme et la retourner contre eux et pour la grève.

C'est un fait indéniable que, malgré tout, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais avaient les yeux tournés vers le referendum, que bien des unitaires avaient envie d'y participer et que certains d'entre eux y ont participé.

Dès janvier, il fallait accepter de participer au referendum. Sur cette base, il fallait proposer aux organisations réformistes des réunions communes devant toute la classe ouvrière. Il eût été facile de gagner la masse des mineurs à l'idée d'un referendum s'opérant sous le contrôle des syndicats réformistes, des syndicats unitaires et des inorganisés. Il eût été facile, dans la campagne du referendum menée devant toute la classe ouvrière intéressée, de propager l'idée du front unique des organisations pour la grève.

Il fallait transformer le referendum passif des réformistes contre la grève en un referendum actif pour la grève.

En 1931, les dirigeants stalinien se sont attelés à l'impossible tâche de transformer en Allemagne le plébiscite fasciste en plébiscite rouge. Cette alliance électorale contre nature a renforcé le fascisme, repoussé les ouvriers socialistes et démoralisé nos rangs révolutionnaires.

En 1932, dans le pays noir, les dirigeants stalinien, en se refusant à la tâche nécessaire de transformer le referendum jaune en referendum rouge, ont montré qu'ils ne savent bien ni combattre le capitalisme minier, ni arracher les mineurs à l'influence des chefs réformistes.

POUR LA GREVE VICTORIEUSE

Les mineurs unitaires et communistes doivent exiger le retour décidé à la juste politique.

Il n'est pas trop tard, mais il n'est que temps.

Il faut, par le front unique à la Lénine, préparer au pays noir la grève générale victorieuse des mineurs.

Une telle lutte ne servira pas seulement les intérêts immédiats des mineurs, elle sera un morceau efficace de la lutte du prolétariat mondial contre la guerre impérialiste, pour la Révolution allemande et pour la défense de la Révolution russe.